

Un exploit !

[illegible]

En Roumanie, le pouvoir est affaibli par des démissions et des manifestations

Aux signes de désagrégation que donne ces derniers temps le pacte de Varsovie, l'OTAN n'oppose guère, c'est le moins qu'on puisse dire, une sereine cohésion. L'évanouisse-

Alors que s'ouvre à Bucarest le procès de quatre dignitaires de l'ancien régime, la capitale roumaine s'apprête à vivre un week-end qui pourrait marquer un tournant important dans l'histoire de la toute nouvelle « révolution ». L'appel à la manifestation de dimanche appelée par les trois partis

oppositionalnels « historiques » (Parti national paysan, Parti national libéral et Parti social-démocrate) et organisée pour protester contre la décision du Conseil du Front de salut national (CFSN) de se présenter en tant que tel aux élections générales du 20 mai devrait être massivement suivi.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

De nombreux groupes - les étudiants, les anciens prisonniers politiques, notamment - ont appelé à descendre dans la rue, dimanche 28 janvier, rejoignant ainsi l'appel des dirigeants des trois partis traditionnels, qui demandent la démission du gouvernement.

M. Nicolae Nicu
commerce exté-
rieur, a été
ceci Angelescu
sports, accusés
bonnes relation
avaient rendu le

C'est dans ce climat tendu que M. Dimitru Mazilu, vice-président du Conseil du Front de salut national (CFSN), a démissionné, vendredi dans la soirée. La veille, deux membres du gouvernement de M. Petre Roman.

C'est d'ailleurs ce qui était reproché avec insistance à M. Mazilu, notamment par le quotidien *Romania Libera*, qui ne manquait aucune occasion de rappeler que le numéro deux du Front était un ancien colonel de la Securitate, qui avait enseigné à l'école de Baneasa, au nord de Bucarest. Dans une lettre rendue publique par la radio roumaine, M. Mazilu dénonce les « prati-

ques stalinienne », dont il est la victime, et qui l'ont forcé à prendre sa décision. « Constant qui la presse est encore dirigé pour détruire quelques-uns et promouvoir quelques autres, poursuit M. Mazhù. Je présente ma démission de la fonction dont — comme vous vous en souvenez — j'ai déclaré dès le premier jour que je ne désirais pas l'occuper. Je suis convaincu que ceux qui ont fait la révolution n'accepteront pas qu'elle soit confisquée par des gens qui n'ont rien donné d'eux-mêmes. Je reste de tout cœur à leurs côtés. »

JOSÉ-ALAIN FRALON
Lire la suite page 4

Le chef de l'Etat italien, qui devait arriver lundi 29 janvier en visite officielle à Paris, s'intéresse à la diplomatie mais ne peut intervenir

ROME

Qu'il est difficile d'être président de la République italienne ! Il suffit de s'entretenir avec M. Francesco Cossiga, dans son bureau du Quirinal (les plus beaux jardins de Rome), pour comprendre les frustrations qui doivent hanter les jours et les nuits d'un homme aussi curieux de tout ce qui l'entoure, que passionné ce remodelage de l'ordre

Oui, la Constitution italienne est cruelle pour celui qui est chargé de la faire respecter puisqu'elle lui dénie tout pouvoir exécutif. A peine le droit, au fil des crises parlementaires, de charger tel ou tel homme politique de former un nouveau gouvernement et d'adresser quelques remontrances à tel ou tel ministre en cas d'abus de pouvoir.

Les frustrations sont d'autant plus grandes pour le président, si l'homme est particulièrement intègre et s'il a, en plus une formation de constitutionnaliste. Or c'est le cas de M. Cossiga, ancien professeur de droit à l'université de Sassari, sa ville natale, en Sardaigne.

JACQUES AMALRIC
et **PATRICE CLAUDE**

Lire la suite page 4

Au centre de la grève des internes et des chefs de clinique, une question : comment concilier la sécurité sociale pour tous et la carrière des meilleurs praticiens ?

Avant la reprise, lundi 29 janvier, des négociations sur la convention médicale, la grève des urgences des internes et des chefs de clinique a touché, vendredi, un nombre plus réduit d'hôpitaux publics. En revanche, la grève des soins a continué dans la plupart des établissements en province et à Paris, où le pourcentage des généralistes est resté élevé.

ment les grévistes, donnent une fausse image de leur mouvement, le rendant difficilement compréhensible par l'opinion publique.

tout médecin en secteur 2 à honoraires libres devrait consacrer un tiers de son activité au secteur 1. La piste était pourtant intéressante...

Après avoir foncé tête baissée dans un mouvement de grève dur, de caractère essentiellement corporatiste, les internes et les chefs de clinique se retrouvent dans la situation du va-t'en-guerre qui, finissant par se retourner, s'aperçoit que le gros de l'armée ne le suit pas.

Mais peut-être est-ce parce qu'ils posent mal les problèmes que leurs revendications sont perçues comme serviles et précisément la possibilité de s'installer où il veut une fois qu'ils auront quitté l'hôpital, et d'exercer dans le secteur — conventionné ou à honoraires libres — de leur choix. En outre, ils estiment, pour ceux qui désiraient exercer en secteur 1, qu'il est nécessaire de révaloriser substantiellement les tarifs de consultation et de visite. Ce faisant, ils n'abordent pas les deux problèmes fondamentaux posés par leurs revendications.

D'autre part, la révalorisation substantielle des honoraires des médecins conventionnés soulève un autre problème : qui la financera ? Les assurés sociaux, qui verront leurs cotisations sociales augmenter proportionnellement. Y sont-ils prêts ? Sans doute pas. Ainsi se trouve posée la question du système de protection sociale : veut-on préserver la sécurité sociale pour tous ?

Le grand mérite de ce mouvement a été d'avoir mis en lumière quelques-uns des maux dont souffre le système de santé français. Mais les internes et les chefs de clinique ont très vite dépassés par l'enjeu d'un conflit qui au départ les préoccupait purement catégoriel.

utions — plus ou
émentaires — pour
envisagées. L'une
à renforcer le sec-
tionné, en revalori-
ère substantielle, le
praires.

FRANCK NOUCHI
Lire la suite page 8

Bref, c'est le désordre le plus complet. Il prouve que les objectifs que se sont fixés les Occidentaux dans le cadre des négociations de Vienne ne sont plus adaptés aux pressions qui s'exercent désormais à l'Ouest comme à l'Est en faveur du désarmement. Or ces négociations ont le défaut d'être au point de vue de la sécurité, qui permettrait de gérer dans la stabilité les bouleversements qui affolent le Vieux Continent, et en particulier l'Allemagne. Trois ministres européens sont allés prodiguer il y a deux jours à Vienne leurs encouragements négociateurs. Mais l'autorité des décisions politiques qu'ils ont prises...

M 0146 - 1290- 6,00 F



3790146006000 01290

MICHEL PICCOLI MIQUÉL MIOU

Milou
en
Mai

UN FILM DE LOUIS MALLE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Hongr. 80 p.; Italie, 2.000 L.; Libye, 6.400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 14 cr.; Suisse, 1,80 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

**« Espagne contre M. Guilhaume
pas des pouvoirs publics »
affirme M. Tasca**

« Je souhaite en tout cas que la campagne de la polémique continue et que tous les citoyens de l'Union européenne de la personne soient encouragés à participer à la fonction. L'Union européenne a des pouvoirs publics », a répondu fermement le ministre grec, qui se sent d'ailleurs pas de répondre en dépit de la température.

« Un chirurgien bordelais par exemple. M. Jendouche a été nommé au sein d'un groupe technique dans la coordination, a été appelé, mais n'est pas intervenu à la suite de ce qui s'est passé », a-t-il précisé.

« La médecine a subi une dégradation au visage par exemple. Les deux systèmes

ALANTOURS
vous propose ses vacances
au pays du Père Noël
LAPONIE

Vous n'avez pas de temps à perdre ?
 Vous ne pouvez pas attendre ?
 Vous ne pouvez pas attendre ?
 Vous ne pouvez pas attendre ?



Regali cadeau
 une collection de 12 tasses et soucoupes
 en porcelaine de Limoges
 et de Sèvres, en 12 couleurs
 et de 12 formes différentes
 et de 12 formes différentes
 et de 12 formes différentes

REGALI
 CADEAUX & HALOGENES

URSS : le conflit du Caucase

« Notre objectif est de détruire les structures des extrémistes »
qui veulent prendre le pouvoir en Azerbaïdjan

déclare le général Lazov, ministre soviétique de la défense

Le ministre soviétique de la défense, le général Dmitri Lazov, a confirmé dans un entretien à l'organe du gouvernement soviétique *Izvestia*, réalisé vendredi 26 janvier dans la capitale de l'Azerbaïdjan, que l'intervention de l'armée à Bakou avait été motivée par la crainte de voir les nationalistes azéris y prendre le pouvoir. « Le Front populaire », a dit le ministre, avait convoqué un meeting pour le samedi 20 janvier où il comptait proclamer le passage du pouvoir au Front populaire. L'armée était entrée dans Bakou dans la nuit du 19 au 20 janvier.

Le général Lazov, qui supervise personnellement sur place les opérations, a estimé qu'il y avait actuellement en Azerbaïdjan « environ 40 000 rebelles en armes ». « Notre objectif », a-t-il affirmé, est de détruire les structures organisationnelles des extrémistes qui brûlent de prendre le pouvoir, et cela nous permettra d'éliminer l'état d'urgence pour, par la suite, l'annuler complètement. Il a indiqué que « quatre-vingts extrémistes et dirigeants du Front populaire [avaient] été arrêtés. Leur cas sera examiné individuellement ».

Arrestation
à Moscou

Le chef de l'armée soviétique a également donné quelques détails sur l'organisation des nationalistes, expliquant : « Ils étaient très bien informés sur les déplacements de nos troupes parce qu'ils utilisaient une cinquantaine de radio-taxis qui sillonnaient la ville et communiquaient les informations à leur chef-major, installé à bord d'un bateau. Le capitaine Akhmedov, qui croissait près de la côte de la mer Caspienne, a été arrêté. Il a en outre révélé que des personnalités du ministère de l'Intérieur local avaient rejoint les rangs des nationalistes avec leur matériel. »

Dans cette chasse aux dirigeants nationalistes azéris, les autorités soviétiques ont, par ailleurs, marqué un point vendredi avec l'arrestation à Moscou de M. Elchibar Mamedov. Cette arrestation, dans la nuit de jeudi à vendredi, a été conduite comme une opération militaire, par un groupe d'une quinzaine d'hommes, casqués, armés de fusils d'assaut et protégés par des gilets pare-balles qui ont investi la représentation de l'Azerbaïdjan dans la capitale soviétique. M. Mamedov avait défilé les autorités soviétiques en tenant jeudi

devant la presse internationale une conférence (le Monde du 27 janvier) au cours de laquelle il avait dénoncé la politique du Kremlin, mettant en garde contre « un second Afghanistan » en Azerbaïdjan.

Critiques des députés
progressistes

Le journal *Komsomolskaja Pravda* révèle à cet égard que deux officiers supérieurs soviétiques, anciens d'Afghanistan, avaient adressé le 19 janvier à M. Gorbatchev un télégramme l'avertissant qu'une intervention

militaire à Bakou provoquerait « une rupture totale des relations entre l'armée et la population, tout en mettant en danger les familles des soldats et en alimentant le sentiment anti-russe ».

Plusieurs députés progressistes soviétiques du groupe interrégional ont par ailleurs lancé, vendredi, un appel à la convocation d'urgence du Soviet suprême de l'URSS pour examiner le conflit du Caucase et ont critiqué les conditions dans lesquelles avait été instauré l'état d'urgence à Bakou.

Dans une déclaration, ces députés ont déploré que la « réaction

du centre ait été de nouveau surdivisée » face aux violences d'extrémistes à Bakou. Le texte, signé en particulier par les députés Loui Afanassiev, Sergueï Stankevitch, Arkadi Monrachov, Nikolai Medvedev, relève en outre que la dégradation de la situation au Caucase intervient dans un « voisinage douteux » dans le temps avec le plénum du comité central du Parti communiste soviétique sur la Lituanie, fin décembre, le plénum de préparation au vingtième congrès du PC soviétique, les 5 et 6 février, et enfin avant les élections locales de mars. Les députés progressistes déclarent enfin que le Conseil des nationalités, l'une des deux chambres du Soviet suprême, n'ait pas été consulté pour tenter de trouver un « règlement au conflit ».

Plusieurs des signataires de ce texte ont été reçus par le premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS, M. Anatoli Loukianov. Selon M. Nikolai Medvedev (Riga), ce dernier a reconnu « à la fin de l'entretien » que la direction soviétique avait dû entamer en Azerbaïdjan un dialogue avec les « organisations les plus influentes, comme le Front populaire » au lieu de tenter de « régler tout en premier lieu avec les organisations du Parti communiste ». Ces organisations, a jugé M. Medvedev, n'ont plus « aucune autorité non seulement en Azerbaïdjan, mais aussi dans toute une série d'autres régions ».

— (AFP, Reuters)

■ Nomination d'un nouveau premier ministre azerbaïdjanais. — Un nouveau premier ministre de la République d'Azerbaïdjan a été nommé, a annoncé vendredi 26 janvier une radio de Bakou captée par les services de la BBC à Londres. M. Gassaz Aziz Gassazov, président du présidium du conseil des ministres d'Azerbaïdjan, en remplacement de M. Ayaz Mustafizov, élu premier secrétaire du PC d'Azerbaïdjan lors d'un plénum réuni dans la nuit de mercredi à jeudi. — (AFP)

■ Le Parlement d'Estonie maintient le rôle dirigeant du parti. — Le Soviet suprême (Parlement) d'Estonie, réuni en session ordinaire, a rejeté vendredi 26 janvier l'abandon de l'article 6 qui prévoit le rôle dirigeant du parti. « Avec 187 pour, 20 contre et 24 abstentions, il manquait deux voix au projet d'amendement pour qu'il obtienne la majorité des deux tiers des 253 députés », a déclaré à un changement constitutionnel, a indiqué l'agence Tass. — (AFP)

Côté turc

Le Nakhitchévan en direct

ARALIK (Turquie)

de notre envoyé spécial

Le Nakhitchévan en direct. Posé sur une chaise au bout d'une longue table en bois sur laquelle sont posés pile-male des bocaux de bonbons poisseux, des œufs, du sucre ou de l'huile, un poste de télévision grésillant transmet le journal de la République de Nakhitchévan, à 5 kilomètres de l'autre côté de la frontière. Ils sont, ce soir-là, une vingtaine d'hommes, le visage grave, serrés autour du poêle, à dévorer sur l'écran une mauvaise image noir et blanc du présentateur, un jeune homme, l'air les et triste, qui lance « des appels à l'aide au Croissant-Rouge et à tout le monde ». « Nous sommes armés par des extrémistes azéris », dit-il. « Nous sommes en réel danger. » « Les pauvres, les pauvres », laisse échapper alors que ce sont maintenant les images d'un meeting qui défilent. Des femmes en pleurs, un homme qui harangue la foule qui lui répond poings levés, puis bruyamment des gens qui lancent dans un grand feu de bois leurs cartes de membre du Parti communiste.

Depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de cette petite république autonome le 20 janvier, le geste s'est répété à plusieurs reprises, affirme M. Celal Bayat, l'épiqueur du vil-

lage d'Aralik chez qui nous se rassemblent pour voir ce qui se passe de l'autre côté. Il est le seul à capter la télévision du Nakhitchévan sur ce vieux poste qu'un enfant frappe du poing quand le son s'éteint. A l'an croire, le PC du Nakhitchévan a plus ou moins soutenu la déclaration d'indépendance et, pour l'instant, si l'armée rouge encercle la province, elle n'y a pas pénétré. « Depuis qu'elle est à proximité, il n'y a pas eu d'attaques armées contre les villages », affirme le présentateur, ce qui fait espérer aux habitants d'Aralik qu'elle va entrer pour pacifier avec les séparatistes.

Apparaît sur l'écran un intellectuel local, qui affirme : « Nous continuerons à nous battre jusqu'à l'indépendance. Tous les téléphones ont été coupés... » Le son s'interrompt de nouveau et viennent encore quelques images du meeting.

L'angoisse pointe à Aralik où, depuis la disparition de la télévision de Bakou, le 19 janvier, on craint chaque soir qu'il n'y ait de nouveau pour celle du Nakhitchévan. Or c'est le seul contact avec les frères de l'autre côté, et ici beaucoup de familles y ont des parents.

Ce soir, c'est l'attente qui se poursuit, avec cette seule question : que va faire l'armée rouge alors que Moscou a jugé anti-constitutionnelle cette déclaration d'indépendance ?

FRANÇOISE CHIPAUX

RDA : la crise politique

L'opposition exige que le gouvernement
d'union nationale
soit indépendant des partis

Constantement sur la défensive, faisant peur de toutes parts, le Parti communiste est-allemand (SED) essaie encore en cette fin de semaine de faire front. Réunis jusqu'au tard dans la nuit du 26 au 27 janvier à Berlin-Est, le comité directeur et les dirigeants des circonscriptions de tout le pays ont à nouveau rejeté les appels à la dissolution et à la « capitulation ». M. Gregor Gysi, le président du SED, a estimé que le parti avait encore un rôle à jouer pour barrer la voie à ceux qui ne pensent qu'en « terme national étroit ».

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les nouvelles de vendredi n'avaient, comme à l'habitude, été qu'à moitié bonnes. Les partis et formations d'opposition ont, certes, fini par accepter la proposition qui leur avait été faite en début de semaine par le premier ministre communiste et réformateur, M. Hans Modrow, d'entrer dans un gouvernement d'union nationale. Mais ils exigent, en contrepartie, que ce cabinet soit « indépendant des partis » et que ses membres soient nommés par la table ronde.

Rendez-vous avait été pris pour dimanche en fin d'après-midi, avec M. Modrow, pour préciser de vive voix ces contre-propositions et engager la discussion sur une éventuelle répartition des portefeuilles. Les négociations devaient se poursuivre lundi, lors de la nouvelle session de la table ronde en présence des partis de l'opposition et de ceux représentés dans le gouvernement sortant. Ce dernier, dominé encore par le Parti communiste, a vécu.

Un consensus
restreint

Bien qu'il soit toujours formellement en place, il a terminé la semaine, ébranlé par le retrait du Parti chrétien-démocrate, associé aux communistes au sein de l'Ex-Bloc national qui s'était dissous en décembre, sans compter la démission, en début de semaine, du ministre des Finances, M. Nickel, pour avoir à Leipzig, pour « mauvaise gestion ».

Les rapports sont loin d'être simples au sein de l'opposition, qui comprend des partis et des mouvements aussi divers que le Parti social-démocrate, le Renouveau démocratique — proche de la CDU ouest-allemande, — Neues

Forum, qui tenait ce week-end ses assises constitutives nationales, les groupes écologistes féministes — et autres.

La conclusion de l'accord a demandé de longues journées de discussion. Un consensus existait seulement sur la nécessité de trouver une formule de gouvernement qui permette d'attendre dans le calme les élections de mai sans risquer de tomber dans un piège.

Une série
de garde-fous

Beaucoup redoutaient une tentative du Parti communiste de se refaire une virginité à leurs dépens. D'où une série de garde-fous pour garantir à tout moment le contrôle de l'action gouvernementale. L'accord prévoit notamment la création de groupes de travail qui doivent permettre au gouvernement et à la table ronde d'élaborer des propositions consensuelles dans tous les domaines importants, de la justice à l'économie, de la politique étrangère à la politique communale, de l'environnement à la politique sociale.

A en croire plusieurs des personnalités présentes à la « Maison de la démocratie », où se déroulaient les discussions, le souhait général est que M. Modrow continue à diriger le gouvernement, à condition toutefois qu'il mette entre parenthèses son appartenance au Parti communiste. Le premier ministre a souligné à plusieurs reprises cette semaine qu'il se considérait dans ses fonctions actuelles comme responsable devant le peuple et non devant un seul parti. M. Modrow, qui était vendredi en visite à Vienne, n'a pas écarté les exigences de l'opposition mais, indiquant que les décisions revenaient au Parti communiste lui-même.

HENRI DE BRESSON

■ YOUGOSLAVIE : grèves et manifestations à Kosovo. — L'appel à la grève générale pour le vendredi 26 janvier lancé notamment par les étudiants de souche albanaise pour exiger la levée de l'état d'urgence au Kosovo et la libération des prisonniers politiques, n'a été que partiellement suivi. Selon les autorités locales, une dizaine d'entreprises ont été paralysées par des débrayages. Toutefois, dans les villes de Puc et Titovo-Mitrovice, des groupes de manifestants ont dressé des barricades dans les rues et ouvert le feu sur les forces de l'ordre. La police n'a pas répliqué et ces affrontements n'auraient fait aucun blessé. — (AFP, Reuters)

POLOGNE : le onzième congrès du POUP

Les communistes veulent former
un « nouveau parti de gauche »

En état de choc depuis les élections de juin 1989, qui, pour la première fois en Europe de l'Est, se soldèrent par une victoire écrasante de l'opposition démocratique, le Parti communiste polonais (POUP) ouvrait samedi 27 janvier son onzième congrès. Au programme : liquidation du POUP et création d'un « nouveau parti de gauche » aux contours imprécis sur lequel plane le spectre de la scission.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas un congrès que devaient tenir ce week-end les mille six cents députés du PC polonais mais deux, et, pour bien marquer la différence, *Trybuna Ludu*, l'organe du POUP, ouvre deux mots distincts : *zjazd et kongres*. Les deux mots veulent dire la même chose : congrès — et désignent le même forum, mais le premier était traditionnellement utilisé pour les dix précédents congrès du POUP, qui a régi la vie politique polonaise pendant quarante-deux ans. Il était donc impératif d'en trouver un autre pour symboliser cette nouvelle formation censée naître dimanche 28 janvier des cendres du POUP, dont la mort

était planifiée pour samedi au cours de son 11^e et dernier *zjazd*. Au départ de cette délicate opération une constatation à peu près générale : l'ancien parti marxiste-léniniste n'est plus viable dans la situation actuelle polonaise, conçu pour avoir un rôle dirigeant, il s'est retrouvé dans l'opposition dès que les électeurs ont eu la moindre chance d'exprimer un choix. Pour l'ancien premier secrétaire du POUP, M. Mioczylaw Rakowski, c'est clair : « Les partis nés de la troisième Internationale sont finis ». Le PC hongrois, qui s'est transformé en « parti socialiste » il y a trois mois, l'avait d'ailleurs compris avant lui. Pourtant les communistes polonais ne se résignent pas à sombrer corps et biens, faisant valoir qu'ils n'ont pas été chassés du pouvoir par la force comme leurs camarades tchécoslovaques ou roumains, mais sur termes d'un accord qu'ils avaient eux-mêmes négocié avec l'opposition autour de la fameuse table ronde du printemps 1989.

Deux candidats
à la présidence

Contrairement aux PC hongrois et tchécoslovaques, affirmait vendredi M. Rakowski devant la presse, « le parti polonais, qui ne s'est pas désintégré, a une chance de devenir une force politique influente en Europe centrale et orientale ». Pour cela, il faut le

débarrasser de ses vieux oripeaux idéologiques et le transformer en un « parti de socialisme démocratique ».

Que sera ce parti et qui le dirigera ? Ce sont là en réalité les enjeux du congrès. Le bague circule déjà que M. Rakowski, qui avait si longtemps voulu être premier secrétaire, finira dernier secrétaire. Et pourtant cet ancien premier ministre ne semble pas avoir dit son dernier mot : son nom est en effet le plus fréquemment avancé comme l'un des deux candidats à la présidence du nouveau parti. Il devrait avoir comme principal rival M. Tadeusz Fitzbach.

Ex-premier secrétaire du parti à Gdansk, signataire des accords de Gdansk de 1980 et à ce titre écarté de son poste sous la loi martiale, M. Fitzbach, cinquante-cinq ans, est revenu à la vie publique à la faveur des élections de juin dernier. Il est depuis vice-président de la Diète. M. Fitzbach a maintenu de bonnes relations avec M. Lech Walesa, et celui-ci vient de lui faire un cadeau empoisonné en déclarant publiquement qu'il soutiendrait sa candidature à la présidence du nouveau parti. Les partisans de M. Rakowski aiment à dire que si une scission se dessine lors de ce congrès, elle se fera sur des questions de personnes et non de fond.

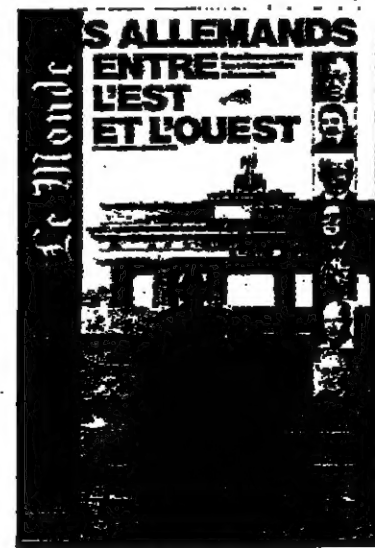
Il est vrai que si M. Fitzbach a pris la peine de détailler, notam-

ment dans la presse, sa conception du futur parti, assez proche de la social-démocratie, M. Rakowski, lui, est resté beaucoup plus flou. Mais deux questions notamment devraient fournir aux députés l'occasion de se différencier : celle de l'évaluation du passé — M. Fitzbach exige que le nouveau parti rompe totalement avec le passé du POUP depuis la période stalinienne jusqu'à y compris la loi martiale, tandis que M. Rakowski, qui participe lui-même à l'application de l'état de guerre, préfère éviter ce débat — et celle de l'attitude du futur parti face au gouvernement et à la Solidarnosc.

Tout est entre les mains des députés, parmi lesquels, dit-on, l'appareil est assez bien représenté. Malgré la multitude de plates-formes et de groupes qui se sont formés, un souci devrait les encourager à sauvegarder l'unité du parti : celui du transfert du patrimoine du POUP vers le nouveau parti, une question déjà mise à mal par le Parlement qui étudie actuellement la possibilité de nationaliser les biens du parti.

SYLVIE KAUFFMANN

Le Monde

LES ALLEMANDS
ENTRE L'EST
ET L'OUEST

NUMÉRO HORS SÉRIE - 28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

ROUMANIE : premiers procès des proches de Ceausescu

Les autorités veulent établir une analogie avec le tribunal de Nuremberg

Le procès de quatre anciens dignitaires du régime Ceausescu devait s'ouvrir, samedi 27 janvier, dans le bâtiment de l'académie militaire de Bucarest.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

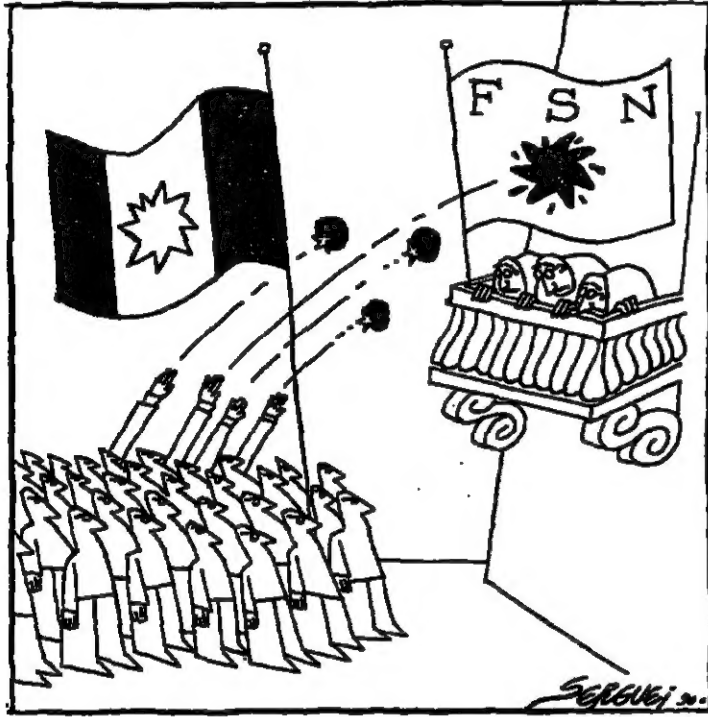
« Am fosi un dobitoc » (« J'ai été un imbécile »). Cette confession de Tudor Postelnicu, l'ancien ministre de l'intérieur de Nicolae Ceausescu, pourrait laisser présager, sans surprise, l'ambiance générale du procès. Les quatre accusés, en effet, semblent décidés à plaider coupable. Contrairement à leur ancien chef et à sa femme qui, au cours de leur « procès », avaient fait preuve d'une morgue et d'une obstination impressionnantes, les inculpés paraissent disposés à entrer complètement dans le jeu de leurs procureurs et à charger, comme moyen de défense essentiel, Nicolae Ceausescu.

C'est pour faire oublier la parodie de jugement du couple Ceausescu, mais aussi pour donner des gages à une population qui estime l'épuration bien limitée que les dirigeants du Front de salut national (FSN) donnent tant de publicité à ce procès, qui sera ainsi retransmis à la télévision. Vendredi, pour la troisième fois, celle-ci a diffusé le film américain, avec Spencer Tracy, tiré du procès des dignitaires nazis de Nuremberg. C'était vouloir faire clairement l'analogie avec un « Nuremberg roumain », comme certains, ici, qualifient déjà le procès. Celui-ci risque pourtant de décevoir ceux qui attendaient un véritable diagnostic du régime Ceausescu. Pour cela il faudra sans doute attendre quelques mois les autres procès prévus, dont celui du fils de l'ancien dictateur.

La personnalité et le rôle joué par les quatre inculpés ne sont pourtant pas insignifiants puisqu'ils ont été tous les quatre au cœur du dispositif mis en place par le dictateur. Mais Emil Bobu, numéro trois du régime, Tudor Postelnicu, ministre de l'intérieur, Ion Dinca, membre du bureau politique du Parti communiste, Manea Marescu, vice-président de la République, ne seront pas jugés au cours de ce procès pour l'ensemble de leurs méfaits mais uniquement - si l'on peut dire - pour leur responsabilité dans la répression des manifestations de la fin décembre. Les quatre accusés pourraient d'ailleurs l'être plus tard pour d'autres crimes.

En ce qui concerne la représen-

JOSÉ-ALAIN FRALON



Les propos de M. Mitterrand sur les « minorités nationales »

Mise au point de l'Elysée après les protestations roumaines

L'Elysée a officiellement réagi, jeudi 25 janvier, à la mise en cause de M. Mitterrand par le ministre roumain des affaires étrangères reprochant au président français ses propos au sujet des minorités nationales (le Monde du 26 janvier). Contenant la signification qu'en donnent les autorités roumaines, M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Elysée, a invité à se reporter à la lettre des propos tenus par le président de la République : « On constatera », a-t-il assuré le porte-parole, que le président de la République « a eu conscience de l'importance de la question de l'intégrité des frontières et de l'intégrité des Etats ». Le président, a poursuivi M. Védrine, a ajouté qu'un statut des minorités permettrait de régler beaucoup de cas sans s'en prendre aux frontières. Toute autre interprétation est donc inexacte et regrettable. En voyage officiel en Hongrie,

M. Mitterrand avait déclaré, le 19 janvier dernier : « L'intérêt de l'Europe aujourd'hui est de garantir les frontières, mais la garantie des frontières ne doit pas être érigée en une sorte de refus de considérer le sort de minorités lorsqu'elles sont opprimées ». Une incise sur la question « particulièrement douloureuse » des minorités hongroises avait été ajoutée dans les déclarations de M. Mitterrand. Interrogé à la télévision roumaine, l'ambassadeur de France, M. Jean-Marie Le Breton a pour sa part insisté sur la traditionnelle amitié entre la France et la Roumanie.

Le pouvoir affaibli

Suite de la première page

Il est malaisé de distinguer si la décision de M. Mazilu est le résultat direct de ces pressions extérieures ou de la décision d'un homme qui a déjà montré qu'il savait faire preuve d'une certaine vaillance. Bien que numéroté deux du CFSN, Dimitru Mazilu n'avait pas été le dernier à s'engager sur une campagne de presse plus ou moins dirigée ou M. Mazilu, conscient de la détérioration de la situation politique, a-t-il préféré tenter de garantir son avenir en prenant les devants ? Ce qui est certain c'est que dans une situation politique extrêmement tendue la direction du Front fait preuve d'une nervosité qui pourrait bien se retourner contre elle.

autre rétablissant la peine de mort avaient été pris sur le champ par la direction du Front paniqué. Quelques jours plus tard, les deux décrets étaient abrogés et M. Mazilu faisait son autocritique. Le Front, néanmoins, ne l'avait pas alors relevé de ses fonctions. L'a-t-il poussé cette fois vers la sortie en s'appuyant sur une campagne de presse plus ou moins dirigée ou M. Mazilu, conscient de la détérioration de la situation politique, a-t-il préféré tenter de garantir son avenir en prenant les devants ? Ce qui est certain c'est que dans une situation politique extrêmement tendue la direction du Front fait preuve d'une nervosité qui pourrait bien se retourner contre elle.

Autant d'initiatives qui risquent de remettre en question les discussions qui devaient s'engager samedi avec les autres partis afin de discuter de la prochaine loi électorale - préparée par M. Mazilu !

JOSÉ-ALAIN FRALON

ESPAGNE : le Parti socialiste éclaboussé

Accointances familiales et affaires lucratives

Les lucratives activités commerciales de M. Juan Guerra, frère du vice-président du gouvernement espagnol, M. Alfonso Guerra, ont provoqué un scandale qui commence à mettre en faillite la posture des socialistes au pouvoir.

MADRID

de notre correspondant

Si l'on en croit les révélations de la presse, M. Juan Guerra s'occupe de la gestion des affaires. Lui qui était encore chômeur au moment de l'arrivée des socialistes au gouvernement, il y a sept ans, se retrouve aujourd'hui à la tête d'un coquet patrimoine immobilier, avec de multiples propriétés et appartements disséminés dans toute l'Andalousie. Il est en outre membre de plusieurs sociétés dans le secteur de la construction.

Cette fulgurante ascension professionnelle n'est pas due exclusivement à ses talents pour le négoce, et ses accointances familiales semblent l'avoir puissamment servi. C'est en les invoquant qu'il aurait même réalisé certaines des plus lucratives de ses opérations. Ainsi, par exemple, le projet de construction d'un grand ensemble touristique à Barbate, dans la province de Cadix - paralysé faute de répondre aux normes légales - fut soudain autorisé, grâce à une intervention auprès du maire socialiste de la ville de M. Juan Guerra, qui fut apparemment généreusement récompensé de sa collaboration par la société de construction.

M. Juan Guerra a réalisé, toujours selon la presse espagnole, d'autres bonnes affaires. Comme celle de représenter en Andalousie une entreprise fabriquant des plaques d'automobiles et qui allait bénéficier, de la part de l'administration, d'un traitement de faveur unanimement dénoncé par ses concurrents. Toutes ces florissantes activités n'avaient pas empêché M. Juan Guerra de déclarer au fisc, en 1987, une modeste base imposable d'à peine 1,4 million de pesetas (70 000 F).

THIERRY MALINAK

M. Cossiga président-spectateur

Suite de la première page

On sent bien que ce vétéran de la démocratie chrétienne n'apprécie guère cette posture post-mussolinienne adaptée à une société rurale et dont le but essentiel était d'éviter l'apparition d'un nouvel homme « providentiel ». Mais il ne pipait pas mot de ses sentiments. C'est tout au contraire d'une loi que la majorité des Italiens - mais non pas des partis, à l'exception du PS - jugent dépassée.

A la fois flegmatique et volontaire, pragmatique et intrinsèque, le huitième président de la République italienne est avant tout un homme scrupuleux. Beaucoup trop d'ailleurs aux yeux de la presse transalpine qui, lui reprochant ses silences, regrette ostensiblement son volubilité pré-décesseur au palais du Quirinal, le très populaire - et socialiste - Sandro Pertini.

Contrariété

Chef nominatif des armées et « garant de l'unité nationale », M. Cossiga, soixante-deux ans, n'est pas assigné à résidence dans son palais. Constitué, avant d'être nommé ministre de l'intérieur en octobre 1987, à l'étranger sans source de contrariété. Tel est le cas par exemple de cette visite en France, du 29 janvier au 2 février, et qui comprend un crochet par Toulouse, Avignon et Aix-en-Provence. « Pour moi, nous dit M. Cossiga, connu pour sa francophilie, c'est un véritable pèlerinage culturel, un retour aux sources, dont il s'agit. Vous ne pouvez pas imaginer combien vos écrivains chrétiens comme Mounier, Bernanos, Mauriac, Mauriac ont été importants pour nous pendant les années du fascisme. Mais je ne pourrais même pas le dire, sinon on m'accuserait de faire la propagande de la démocratie chrétienne... »



tail avait de se réjouir que « la fiction soviétique devienne aujourd'hui réalité : les soviets locaux commencent enfin à croire qu'ils détiennent un pouvoir, ils prennent enfin au sérieux la Constitution soviétique... »

La tragédie Moro

Premier ministre à deux reprises (1979 et 1980), sept fois titulaire d'un ministère ministériel (défense et intérieur), « il professa » fut à vingt-huit ans le plus jeune ministre de la République puis, à cinquante-quatre ans, le plus jeune président du Sénat. C'est en juin 1985 et au premier tour - ce qui n'était jamais vu depuis 1947 - qu'il devint le plus jeune locataire du Quirinal. En pour sept ans, Francesco Cossiga avait pourtant affirmé, en 1978, qu'on pouvait désormais le considérer « comme politiquement mort ».

Psychologiquement brisé, le ministre de l'intérieur de l'époque fit un geste sans précédent dans un pays où la coutume politique veut qu'on s'accroche, quoi qu'il arrive, aux sinécures ministérielles : il endossa la responsabilité du drame et donna sa démission. Cet homme aux cheveux blancs, aussi intégré dans sa vie publique que privée, ce Sardo de haute stature aux manières onctueuses, qui avait réorganisé les forces de l'ordre pour mener la lutte de l'Etat contre le terrorisme, ce politicien affable, mais ferme sur les principes, que les manifestants gauchistes traitaient de « tueur » dans les rues de Rome, avait tout au long refusé de négocier avec les Brigades rouges la libération du président de la Démocratie chrétienne.

Aldo Moro était plus que son mentor, celui qui, dès 1966, lui avait mis le pied à l'étrier : il était son ami. Qui poura jamais décrire le drame profond vécu, alors, par ce catholique fervent ? Treize mois après la tragédie, Francesco Cossiga revenait comme un phénix par la grande porte de la politique italienne, celle du Palais Chigi, siège du gouvernement.

Entré dès l'âge de seize ans dans la grande famille de la démocratie chrétienne malgré un grand-père franc-maçon et un cousin qui allait devenir célèbre à la tête du Parti communiste - il s'agit d'Enrique Berlinguer, originaire comme lui de Sardaigne - M. Cossiga, « le démocrate chrétien atypique », comme disent les gazettes, ne devait quitter son parti bien-aimé que contraint et forcé pour devenir, quarante ans plus tard, « le président de tous les Italiens ».

JACQUES AMALRIC et PATRICE CLAUDE

La Fnac affiche

Rencontre avec Mircea Dinescu (Président de l'Union des Ecrivains de Roumanie) et les écrivains roumains résidant en France autour de son dernier livre « Mirage Posthume »

Auditorium Fnac Montparnasse Samedi 27 janvier 16 h 30



PRO

Les méd...
cèdent à la p...

Le sp...
res...

Le New York Times...
Le Monde...

Les combats entre...
au vent du Libéria...

DANANÉ (Côte d'Ivoire)...

Le tir sort...
Le tir sort...
Le tir sort...

POLITIQUE

La préparation du congrès de Rennes

Les rocardiens dénoncent ceux qui « prennent pour cible le gouvernement »

Tandis que M. Michel Rocard s'adresse, samedi 27 janvier en début de soirée, à ses partisans réunis au CNIT de La Défense, la polémique continue au sein de l'ex-courant mitterrandien, M. Pierre Mauroy et ses alliés jospinistes et mazzoniens reprochant à M. Laurent Fabius et à ses amis de mener une entreprise motivée uniquement par l'ambition personnelle de leur chef de file.

Les rocardiens dénoncent, dans le dernier numéro de la Lettre des clubs Coeurvains, ceux qui, au PS, « n'hésitent pas à prendre pour cible le gouvernement, prennent le risque de saboter la deuxième septennat du président ». Selon les amis du premier ministre, « pendant que Michel Rocard et son gouvernement mettent en pratique les projets de gouvernement pour la France que François Mitterrand a présentés dans sa Lettre à tous les Français, d'autres se chamaillent pour un poste de plus ou de moins au comité directeur ». Faisant implicitement allusion à MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, les rocardiens estiment que « le fractionnement du parti risque encore d'être aggravé par ceux qui,

demain, monnayeront leur pouvoir de nuisance pour entrer dans l'exécutif du parti et dont le projet politique tient en trop peu de mots : exister ».

D'autre part, les éditions Syros-Alternatives publient, à l'occasion de la réunion rocardienne de La Défense, un livre collectif, *Construire le progrès social*, dans la préface duquel le premier ministre souligne que « depuis une quinzaine d'années le mouvement de réduction des inégalités a marqué un arrêt sensible ».

M. Rocard estime que « le dualisme, s'est accentué entre les emplois du bas de l'échelle et il affirme la nécessité de « réconcilier l'économique et le social ». Pour M. Rocard, « la répartition de la croissance ne s'apprécie pas uniquement en termes de gain de pouvoir d'achat », mais elle « s'exprime aussi en termes d'emplois retrouvés et donc, de salaires redistribués à ceux qui n'en avaient plus ».

socialiste de l'Assemblée nationale a ajouté : « Le PS ne doit pas devenir un parti de supporters. On ne doit pas être un parti qui se coupe en tranches avec chacun son homme. Nous ne sommes pas des grenouilles à la recherche d'un roi. Le problème ne doit pas être posé en termes d'hommes. Il ne s'agit pas de savoir qui est né à quel moment. »

« De qui se moque-t-on camarades ? »

Pour M. Mauroy, qui s'exprime vendredi sur Europe 1, les ministres ne doivent pas « participer aux polémiques du PS », mais « rester à leurs affaires dans leur ministère ». « Qu'on ne vienne pas dire que la direction a mal travaillé depuis deux ans ! », s'exclame le premier secrétaire, qui s'est félicité du « débat exemplaire » lancé en vue du congrès de Rennes. « Pendant deux ans, nous avons eu sept scrutins. Tous les résultats n'ont pas été extraordinaires mais à toutes ces élections, nous avons toujours gagné quelque chose de plus », a-t-il ajouté. « Ce qui est important, c'est de réhabiliter la notion de militant. Ce que je souhaite, c'est un parti de militants, pas un parti de supporters. »

Dans le mensuel *Globe*, M. Max Gallo, membre du secré-

tiariat national du PS au titre du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, écrit : « De qui se moque-t-on camarades ? A vous entendre j'ai l'impression que nous allons bientôt arriver au pouvoir. » L'écrivain souligne qu'« un enfant de douze ans en 1981 en a vingt et un aujourd'hui » et que « le socialisme », gouvernement et parti confondus (...), c'est sa vie quotidienne. « L'avenir, nous l'avons déjà construit : 1,4 % de baisse de pouvoir d'achat des salariés pour 1983, cependant que les salaires ont augmenté de 111 % ». L'écritain conclut : « Qu'on ne vienne pas dire que la direction a mal travaillé depuis deux ans ! », s'exclame le premier secrétaire, qui s'est félicité du « débat exemplaire » lancé en vue du congrès de Rennes. « Pendant deux ans, nous avons eu sept scrutins. Tous les résultats n'ont pas été extraordinaires mais à toutes ces élections, nous avons toujours gagné quelque chose de plus », a-t-il ajouté. « Ce qui est important, c'est de réhabiliter la notion de militant. Ce que je souhaite, c'est un parti de militants, pas un parti de supporters. »

Enfin, douze parlementaires et responsables socialistes, proches de M. Jean Popereau, ont exprimé, vendredi, « leur vive inquiétude devant l'importante augmentation des mandats nationaux dans plus d'un tiers des fédérations du PS » depuis la fin de l'année 1988. Ils soulignent que le congrès de Rennes « doit être celui des militants et ne doit donc pas être entaché par des manœuvres d'appoint favorisant certains motions ».

Pour eux, « il appartient au premier secrétaire de prendre des mesures pour que le PS donne l'exemple de la transparence ». Huit députés ont signé ce texte : MM. Philippe Bassinet (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Béquet (Vosges), Georges Colin (Marne), Raymond Douybre (Sarthe), Yves Durand (Nord), Jean Oehler (Bas-Rhin), Jean-Michel Testu (Indre-et-Loire) et Alain Vidalies (Landes), ainsi qu'un sénateur de la Loire-Atlantique, M. François Autain. Et MM. Gilles Cabrol, premier secrétaire fédéral de Dordogne, Michel Debout, membre suppléant du bureau exécutif, et Maurice Janetti, président pour le Var de la fédération des élus socialistes et républicains.

P. J.

Les débats au RPR

MM. Pasqua et Séguin se prévalent de la satisfaction des militants

Une semaine après la visite de M. Jacques Chirac à Versailles, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ont rencontré vendredi soir 26 janvier, à Poissy, les militants du RPR des Yvelines. « Le sentiment général est la satisfaction de voir un débat lancé au sein du RPR. La quasi-totalité des militants le souhaitent. Grâce à lui, les assises du RPR ne sont plus un événement inaperçu alors que personne n'en parlait il y a trois semaines », a déclaré M. Séguin en faisant un rapide bilan de cette tournée des fédérations entreprises de part et d'autre.

Refusant de « se laisser entraîner sur le terrain d'une querelle de personnes », M. Pasqua a réaffirmé, comme il l'avait fait la veille dans les Hauts-de-Seine, que sa démarche consistait « à faire du RPR le premier mouvement politique capable d'assurer la transformation de la société. Faute de quoi c'est la démocratie toute entière qui sera en péril. Il faut être logique : on ne peut pas prôner la démocratie directe comme remède à la désaffection politique des électeurs sans l'appliquer nous-mêmes au sein du mouvement ».

M. Devaquet soutient M. Chirac

Dans l'esprit de l'un comme de l'autre, les assises du 11 février sont pour le RPR « une occasion de renouveau à ne pas manquer », M. Pasqua ajoutant que « la véri-

table question qui sera posée le 11 février est celle de savoir si Jacques Chirac est décidé ou non à prendre à son compte cette transformation du mouvement ».

D'autre part, M. Alain Devaquet, député RPR de Paris, s'est déclaré vendredi 26 janvier « à 100 % derrière Jacques Chirac et Alain Juppé ». Il a affirmé avoir « beaucoup plus confiance dans l'avenir de Jacques Chirac aujourd'hui qu'en tant que président de la République ». Il a ajouté : « Je le vois depuis un an faire le réel travail de mûrissement, d'approfondissement pour dégager dans tous les domaines importants de la vie de notre pays le socle intellectuel sur lequel adosser une politique ».

L'ancien ministre de l'enseignement supérieur a souligné que, outre les « problèmes de personnes », l'initiative de MM. Pasqua et Séguin en vue des assises du 11 février pose un « problème de fond ».

« Si Charles Pasqua et Philippe Séguin se sont liés, c'est parce qu'ils ont en commun des idées sur l'Etat, la nation, le gaullisme. Je n'adhère pas totalement à la façon dont, dans leur texte, ils parlent de la nation, avec cette suspicion vis-à-vis des partis politiques ou du parlementarisme. »

M. Devaquet a également apporté son soutien au secrétaire général M. Juppé, qu'il a qualifié d'« homme de rigueur dans son comportement et son argumentation ».

Commentant la proposition de M. Delors

M. Edouard Balladur refuse l'idée de « fédération européenne »

M. Edouard Balladur a estimé qu'il n'y a « pas lieu de parler de fédération » politique en Europe, précisant qu'une telle fédération signifierait « l'abandon de l'essentiel de la souveraineté nationale », dans une interview publiée vendredi 26 janvier par les *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Commentant la proposition de M. Jacques Delors de créer d'ici à dix ans une fédération européenne, l'ancien ministre a indiqué que « compte tenu de la situation instable du continent européen, il est essentiel que le président de la République conserve entre ses mains (...) le pouvoir nucléaire et la maîtrise de nos armées ». « Si

l'Allemagne, ce que nul ne sait aujourd'hui, devait prendre des distances avec le Pacte atlantique, nous devrions, concomitamment, nous Français, avec les Anglais, les Italiens et les autres nations, faire en sorte d'assurer la survie de cette alliance et de tirer les conséquences de cette situation nouvelle », a poursuivi M. Balladur.

M. Balladur, député RPR de Paris, a estimé d'autre part que les Français vivent « sur un nuage euphorique », et que le gouvernement porte « des responsabilités de cet optimisme tout à fait excessif ».

ANDRÉ LAURENS

POINT DE VUE

PCF : la crise doit aller à son terme

par Georges Sarre

QUARANTE-CINQ ans, une génération et demie après la capitulation nazie, les paysages politiques français et européens sont en pleine mutation. La gauche doit désormais s'interroger sur les fondements de sa division. Quand le mur de Berlin s'écroule, quand l'Europe de Yalta disparaît, le congrès de Tours, renforcé par la guerre froide, n'a plus de raison d'être.

L'onde de choc de la pérestroïka balaye les systèmes d'Europe de l'Est. Pour les partis communistes occidentaux, un mythe fondateur s'effondre. La crise du PCF doit maintenant aller jusqu'à son terme. Le moment est venu de « refonder » la gauche française sur elle-même et non plus par référence à un autre qui s'est éteint. Il faut comprendre que c'est le système, donc le légalisme, qui a conduit aux errements, aux folles reconstructions par tous aujourd'hui. Disons également que le pacifisme d'avant-guerre, comme les guerres coloniales d'après-guerre, représentant de crises passées de notre Histoire. Du passé, seules les leçons sont à tirer sans perdre de temps dans des discussions académiques.

Que de choses en effet restent à accomplir ! La société reste à transformer. Quand les vagues dévastatrices de l'individualisme et du libéralisme laissent sur le rive une part croissante de la population, les risques d'implosion augmentent. La droque ou la délinquance en sont les manifestations quotidiennes ; l'abstention, sa

traduction électorale ; le racisme, son visage hideux. Le repli sur soi conduit à tous les corporatismes et à tous les intégrismes, comme substitut d'une nécessaire identité collective.

Retrouver l'esprit de 1905

Le PCF doit remettre en cause son être dès lors que sa raison d'être disparaît. La gauche doit rassembler au-delà de ses frontières devenues obsolètes. En France, en Europe, elle a des objectifs qui sont communs à tous. Au congrès de Rennes, le renouveau du PS peut permettre d'ancrer dans une dynamique d'aboutissement la création d'un pôle unique, en retrouvant l'esprit de 1905. L'approfondissement de la démocratie est la seule voie possible. Quelques perspectives communes se dessinent.

Au moment où l'Europe renoue avec l'Histoire, la construction européenne ne saurait accepter l'option hyperlibérale. Le changement de dimension géographique s'impose en même temps que le changement de la logique de construction. C'est le grand chantier ouvert à la gauche, à notre peuple.

La construction européenne, grâce à la nouvelle impulsion du président de la République, peut prendre en compte l'autre moitié du continent qui commence à frapper à sa porte. Une aide d'urgence peut ici ou là se révéler nécessaire ; elle ne saurait suffire. Avec son économie mixte, la France

ouvre des perspectives à ces pays. Les entreprises publiques constituent le fer de lance de cette politique sur le long terme.

Par ailleurs, la nécessité de coopérer avec le Sud implique une démarche de puissance publique, car la loi du marché est inapte à prendre en compte le défi du développement.

L'écologie ne saurait s'enfermer dans un scientisme pessimiste. Elle se transforme en prise de conscience qui progressivement irrite tous les partis. Elle ne peut être résignée, et la démission parce que, pour la première fois, l'homme est susceptible de mettre en cause les conditions de vie sur la planète, y compris jusqu'à l'anthropocentrisme total. Le progrès doit harmoniser avec cette nouvelle donne. Le rêve prométhéen sera écolo.

Si la gauche était par trop fascinée par le cobra libéral, quel chemin aurait-elle à proposer aux peuples qui quittent le communisme ? C'est demain notre responsabilité commune d'incarner le socialisme démocratique.

Si la Gauche était par trop fascinée par le cobra libéral, quel chemin aurait-elle à proposer aux peuples qui quittent le communisme ? C'est demain notre responsabilité commune d'incarner le socialisme démocratique.

► Georges Sarre est secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et de la mer, et président du club « Maintenant et demain ».

EN BREF

■ M. Gilbert Chabroux, élu maire de Villers-sur-Meuse, a été élu maire de Villers-sur-Meuse, vendredi 26 janvier, avec les 43 voix de la gauche (PS et apparentés, MRG, PCF). Les responsables des groupes RPR, UDF et Ecologie-Anti-démocratie, avaient préconisé l'abstention ou le vote blanc. Le candidat du Front national, M. Pierre Vial, a obtenu 5 voix, alors que son groupe ne dispose que de trois représentants au sein du conseil municipal. M. Chabroux, professeur agrégé de physique, succède à Charles Hertz, dont il était le premier adjoint depuis 1989. Son premier discours s'est terminé par un hommage au maire défunt et une promesse de fidélité : « La ville continue, Villers-sur-Meuse continue », a-t-il déclaré.

■ M. Sergent (FN) plaide pour un « rassemblement avec la droite ». — M. Pierre Sergent, membre du bureau politique du Front national, a plaidé, le vendredi 26 janvier, en faveur

d'« une stratégie de rassemblement avec la droite, prenant en compte les cadres et les électeurs de droite qui partagent les valeurs » du Front national. « On ne se raccroche pas à des formations en panne. Mais, dans ces périodes, il y a d'excellents Français qui sont choqués par certaines de nos expressions », a ajouté M. Sergent dans un entretien au *Figaro*. Concrètement, j'aurais été content de voir le FN participer aux États généraux de l'opposition. »

■ Le PR français sur l'Association des démocrates. — Le Parti républicain a rouvert, vendredi 26 janvier, sur les tentatives d'ouverture de l'Association des démocrates (ADD) en lui lançant un « appel » pour qu'elle demande à ses ministres d'« en finir avec ce rôle de vagues suppléants dans lequel on les confine. Admettons sa « peine » devant « les problèmes » de l'ADD, qui « n'a pas beaucoup d'adhérents et aucune idée », la Lettre du PR appelle cette formation, à l'occasion de son congrès, à ne pas « former un deuxième parti dont tout le monde se contrefichera ».

Mulhouse : les immigrés pourront élire des « conseils consultatifs d'arrondissement »

De prochaines élections à des « conseils consultatifs d'arrondissement » seront ouvertes à Mulhouse (Haut-Rhin) « à tous les habitants qui auront acquis la taxe d'habitation, et donc aux immigrés », a indiqué jeudi 25 janvier le député et maire (PS) de la ville, M. Jean-Marie Bockel. S'exprimant à l'occasion de la signature d'une convention entre Mulhouse et le Fonds d'action sociale (FAS) visant à intégrer les travailleurs immigrés et leurs familles, M. Bockel a toutefois ajouté que « pour les élections politiques, le meilleur moyen de voter en France est d'acquiescer la nationalité française ».

Sur les six « conseils d'arrondissement » devant être installés conformément à un découpage des quartiers réalisé par les services municipaux, « la première instance consultative doit être élue en juin prochain », a encore dit le maire de Mulhouse, ville dont 17 % des 113 000 habitants sont d'origine immigrée.

LIVRES POLITIQUES

Sous le chapeau rond

quand il le faut, mais pas plus le reste du temps ; fidèle à ses valeurs et à ses principes mais avec une obstination tempérée par le pragmatisme ; conscient de ses limites mais sans complexe : « Il s'est fait une tête d'électeur », disait de lui Edouard Herriot, un expert.

Antoine Pinay n'a pas cherché à nourrir sa légende. Il n'a rien écrit, ni autobiographie, ni souvenirs, ni essai ou recueil de préceptes. S'il a accepté de se confier à sa biographe, ce n'est pas, on le comprend vite, pour en dire plus que ce qu'il a déjà dit ou fait. Reste donc son parcours politique, qui se trouve retracé dans le détail.

Christiane Rimbaud ne se place pas d'un point de vue critique, ce qui ne l'empêche point — fût-ce pour les relativiser parfois — de mentionner les réserves et les reproches qu'a pu provoquer une carrière à bien des égards exemplaire et, en tout cas, marquée par la réussite. Elle est de nature à faire baver d'envie des conseillers en stratégie en même temps qu'elle dément toute leur science.

Le succès d'Antoine Pinay dans les affaires publiques est, d'abord, celui de quelqu'un qui ne voulait pas s'en mêler. Prologue classique de bien des fictions d'abord d'en être un. Sauf qu'Antoine Pinay n'avait rien de romanesque. Il n'était pas parti à la guerre, en 1914, avec un bâton de maréchal dans sa moustache, mais il en revint avec une blessure grave et la médaille militaire. Il n'avait pas cherché à devenir maire de Saint-

Chamond, encore moins député de la Loire ou président du conseil général. On ne saurait dire qu'il fut à son brio parlementaire de siéger au gouvernement ; il y fut appelé comme bien d'autres sans doute, sauf qu'il accéda au premier rang et qu'il leissa, avec Pierre Mendès France, le souvenir d'un des deux chefs de gouvernement les plus marquants de la période.

Christiane Rimbaud explique bien comment s'est forgée cette exceptionnelle popularité : une pratique de la politique prenant ses distances avec le système des partis de l'époque ; un sens du dialogue direct avec ses concitoyens ; la sincérité d'afficher un caractère pas toujours commode ; la capacité de créer, avec ses semblables, un processus d'identification.

On observera que, comme Pierre Mendès France, Antoine Pinay a su gagner une popularité débordant le milieu parlementaire et ses clivages. D'une certaine manière, parfois à leur corps défendant, ils préfigurent une forme d'adhésion « présidentielle », à l'instar de celle que devaient implanter durablement le général de Gaulle et le régime de la V^e République.

Antoine Pinay ne dérivait pas de message, mais son aventure, parce qu'elle est celle d'un « Français comme tant d'autres », n'est pas sans signification. Elle rappelle que la démocratie, si elle ne doit pas s'écarter des principes qui la fondent, ne vit pas seulement d'eux. Elle a, aussi, besoin de hommes. Et elle doit s'incarner dans un visage, un style, une volonté, afin d'inspirer, plutôt que l'indifférence, ces sentiments bien humains que sont l'admiration, l'intérêt, le respect ou la confiance.

► Pinay, par Christiane Rimbaud, Perrin, 476 pages, 155 F.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour une tentative d'assassinat contre M. Chapour Bakhtiar en 1980

Anis Naccache arrête sa grève de la faim

Anis Naccache, le militant extrémiste pro-iranien condamné à la réclusion à perpétuité et qui observait une grève de la faim depuis le 8 septembre 1989 à la prison de Fresnes, a décidé vendredi d'interrompre son action. Le ministre de la justice précise qu'Anis Naccache a fait savoir vendredi 26 janvier à l'administration pénitentiaire qu'il avait décidé d'arrêter sa grève de la faim, sans toutefois préciser les motivations de sa décision.

Anis Naccache s'était mis en grève de la faim alors qu'il était incarcéré à la prison de Clairvaux (Aube), d'abord afin d'obtenir le regroupement des cinq membres de son commando dans le même établissement, puis pour demander sa libération. Il avait été condamné à la prison à vie le 10 mars 1982 à la suite d'une tentative d'assassinat commise en 1980 contre le dernier premier ministre du chah d'Iran, M. Chapour Bakhtiar, à Neuilly-sur-Seine. Trois des quatre membres du commando avaient également été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le dernier étant condamné à vingt ans de réclusion criminelle. Deux personnes - un policier et une femme - avaient été tués et trois autres blessés (dont un policier devenu invalide) lors de cette tentative d'assassinat.

A intervalles réguliers, des diri-

geants iraniens faisant partie de « l'aile dure » du régime de Téhéran et des responsables des organisations chiites extrémistes de Beyrouth ont exigé la libération d'Anis Naccache, certains menaçant même la France de représailles. Pour sa part, le président de la République avait déclaré, le 3 janvier dernier, que le militant « ne pouvait espérer se libérer par une grève de la faim », mais « qu'il peut toujours espérer être libéré le jour venu ». « Si Anis Naccache décide de mourir en prison et qu'on n'a pas les moyens de l'en empêcher, ce sera sous sa responsabilité », avait-il ajouté.

Négociations franco-iraniennes

La décision de Naccache coïncide avec la fin, vendredi, de la visite à Paris du vice-ministre iranien des affaires étrangères, Mahmoud Vaezi. Officiellement, ce dernier n'a fait que s'entretenir pendant deux jours du contentieux financier franco-iranien avec M. François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay. L'affaire Anis Naccache ne semble pas avoir eu d'incidence sur le déroulement de la négociation, bien que M. Mohitabadi, l'un des chefs de file des radicaux, ait accusé jeudi la France de torturer le détenu de Clairvaux.

MÉDECINE

Egalité des soins et promotion des médecins

Suite de la première page

En échange, les médecins s'engageraient à diminuer les dépenses de santé, en prescrivant de manière plus rationnelle. Cela supposerait la mise en œuvre d'une vaste politique de formation médicale continue et d'évaluation.

Mais on peut aussi partir du constat suivant : s'il n'est plus possible de laisser les médecins s'installer où ils veulent et à l'importe quel tarif, il importe, en revanche, de leur garantir le droit à une promotion. De leur donner la possibilité d'établir un plan de carrière. Ainsi, on pourrait considérer que le secteur 2 actuel, qui permet à n'importe quel médecin, au mépris de tout critère qualitatif, de pratiquer des honoraires libres, a vécu. Et d'instaurer un système dans lequel les médecins pratiqueraient des honoraires correspondant à leur niveau de formation, à leurs titres universitaires et hospitaliers et à leur sous de suivre une formation continue de qualité.

Cette proposition pourrait être affinée, de telle sorte que, en fonction de ces critères qualitatifs, les médecins puissent exercer une par-

tie de leur activité en « secteur 2 conventionné ». Plus les médecins pourraient arguer d'un haut niveau de formation, initiale et continue, plus ils pourraient voir de patients en pratiquant des honoraires libres, mais remboursés. Le pari est qu'une bonne formation induit une meilleure pratique médicale et, donc, moins de dépenses (prescription de médicaments, d'examen complémentaires...).

Une médecine de qualité passe par une meilleure rémunération des médecins et aussi par une plus grande responsabilisation de ces derniers. C'est à ce prix que l'on obtiendra une diminution des dépenses de santé.

Les pouvoirs publics ne pourront pas éluder longtemps les problèmes qui se posent au secteur médical, libéral et hospitalier. Ce mouvement pourrait permettre d'amorcer une vaste réflexion sur ce sujet. En sachant qu'il est urgent, pour apaiser les internes et les chefs de clinique, de leur garantir qu'ils ne seront pas défavorisés par rapport à leur aînés.

FRANCK NOUCHI

SPORTS

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Troisième titre pour Steffi Graf

Pour la troisième année consécutive, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf a gagné le simple dames des Internationaux d'Australie : samedi 27 janvier, elle a battu en finale l'Américaine Marie-Florence Sanchez en deux manches (6-3, 6-4) conclues en quatre-vingt et une minutes, après avoir été menée 1-4 dans le second set. Agée de dix-huit ans, la joueuse d'origine cubaine, qui n'est pas une attaquante, a ainsi subi sa quatrième défaite en autant de rencontres avec l'Allemande de l'Ouest, sans réussir encore à remporter une manche.

Bien qu'elle n'ait pas affiché une condition exceptionnelle, mais plutôt quelques kilos superflus, la

championne du monde en titre, désormais âgée de vingt ans, n'a été en danger en quinze jours qu'en demi-finale, face à la Tchécoslovaque Helena Sukova, qui l'attaqua sur le revers et au filet avec un certain bonheur avant d'être victime de la « peur de gagner » (6-3, 3-6, 6-4).

Steffi Graf a ainsi inscrit à son palmarès un neuvième titre du grand chelem tennistique en douze finales consécutives à Melbourne, Paris, Londres et New-York. Son ambition est de s'imposer dans ces quatre villes cette année comme en 1988, et de devenir la première femme à réaliser deux fois ce fameux grand chelem.

BOXE : championnat d'Europe. - Le Français Eric Nicoletta, âgé de vingt-neuf ans, a conservé vendredi 26 janvier, à Perpignan, son titre de champion d'Europe des mi-lourds en battant aux points le Néerlandais Pedro Van Rasmendonk. C'était la onzième combat professionnel du dockeur stéphois, qui avait conquis son titre le 13 octobre dernier.

CYCLISME : départ de bilan. - Président du comité d'organisation des championnats du monde cycliste de Lyon (piste) et de Chambéry (route) qui ont eu lieu en août dernier, Jean Bollon a déposé, le 26 janvier, le bilan de l'association auprès du tribunal de grande instance de Chambéry. En

raison d'une mauvaise évaluation de nombre des spectateurs (43 000 au lieu des 130 000 attendus), le déficit du comité d'organisation atteindrait 20 millions de francs.

PLONGÉE : record du monde. - Un professeur d'éducation physique algérien, Claude Chapuis, âgé de vingt-neuf ans, a établi un nouveau record de durée pour la plongée en apnée : le 26 janvier il est resté 5 mn 24 sec 40 au fond d'une piscine, temps constaté par huissier. Le 4 décembre dernier, Philippe Gonnasse, de Montpellier, s'était ainsi immergé 5 mn 13 sec 20, soit 11 sec 20 de moins. L'entraînement du nouveau recordman a consisté en des exercices de relaxation sans inhalation d'oxygène.

CATASTROPHES

L'ouragan sur le nord-ouest de l'Europe a fait une centaine de morts

Le bilan de l'ouragan qui a balayé le nord-ouest de l'Europe le jeudi 25 janvier s'est alourdi. Dans la soirée du 26 janvier, on avait dénombré 94 morts, dont 45 en Grande-Bretagne, 20 au Pays-Bas, 10 en Belgique, 8 en France, 7 en Allemagne fédérale et 4 au Danemark.

On était toujours sans nouvelles, samedi matin 27 janvier, du chahutier *La Fayette* (de Guéville) et de ses cinq hommes d'équipage. On compte aussi des dizaines de blessés.

Les chutes d'arbres, les accidents de la route provoqués par le vent et les naufrages ont été à l'origine de la plupart des morts. Les écoulements de mers, les chutes de grues et l'arrachage des toits ont, aussi, fait quelques victimes. En France, 15 000 pompiers ont participé à 18 000 opérations de secours ; douze d'entre eux ont été blessés.

Au total, sept bateaux ont été en difficulté. Les remorqueurs de haute mer, les marines nationales et les sociétés de sauvetage leur ont porté secours dans des conditions très difficiles. Le remorqueur *Abelille-Flandres* et la marine nationale s'efforcent de prendre le contrôle d'une barge de 250 mètres de long qui, en cours de remorquage, a rompu son amarre et dérive à 200 kilomètres au sud-ouest d'Ouessant avec, dans ses cales, 800 tonnes de fuel.

Partout où l'ouragan est passé, les lignes électriques et téléphoniques ont subi de graves dégâts. En France, on estime que près d'un million de personnes ont été privées d'électricité. Dans la soirée du 26 janvier, en dépit des renforts importants envoyés par EDF des régions non touchées, toutes les lignes électriques n'avaient pas pu être réparées. Dans l'ouest de la Grande-Bretagne, un million de personnes se sont, elles aussi, retrouvées sans électricité.

Selon les premières estimations, les dégâts de l'ouragan sont évalués

à 800 millions de livres (6 milliards de francs) en Grande-Bretagne et à 55 millions de florins (170 millions de francs) aux Pays-Bas pour les seules destructions de serres.

La Météorologie nationale pré-

voyait pour le samedi 27 janvier de forts vents de sud-ouest soufflant à 100 ou 110 km/h sur toute la façade atlantique. - (AFP, AP.)

Liaisons maritimes interrompues plusieurs heures au Danemark

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le Danemark, lui aussi, a beaucoup souffert de la tempête qui a ravagé jeudi et vendredi le nord-ouest de l'Europe. La plupart des liaisons par ferry-boat, tant à l'intérieur du pays qu'avec l'étranger (Suède et Allemagne), ont dû être interrompues pendant de longues heures ou ont connu des retards considérables. En Baltique, le chahutier danois *Jorner* a sombré ; deux membres de l'équipage ont pu être sauvés, mais les quatre autres sont portés disparus - dont deux marins ramolus réfugiés de Sri-Lanka.

Les côtes occidentales du Jutland, spécialement vulnérables car elles sont très plates, ont été en plusieurs points envahies par les eaux, le niveau des rivières dépassant de 3 à 4 mètres le niveau normal, en particulier dans la région du port d'Esbjerg. Toutefois, le système de digues construit et agrandi récemment pour éviter que ne se répètent les inondations catastrophiques du passé a bien résisté. Une brèche qui commençait à s'ouvrir dans l'un des secteurs a pu être colmatée d'urgence par la défense civile.

Les dégâts matériels subis par quelque trente mille immeubles environ sont déjà évalués entre 130 et 200 millions de couronnes (130 à 180 millions de francs). C. O.

Les conseils des assurances

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA) rappelle aux personnes dont les biens ont été endommagés par la tempête qu'elles disposent d'un délai de cinq jours à compter où elles ont connaissance du sinistre pour le déclarer à leur assureur. Les toits ou façades endommagés peuvent être indemnisés par celui-ci au titre de la garantie « tempête » de leur contrat multirisques. La garantie joue également pour les dommages causés par la pluie à l'intérieur des maisons et des appartements.

Ne sont pas indemnisés les clôtures, arbres, enseignes, stores et antennes détruits.

Les dégâts causés aux voitures sont en général remboursés par la garantie « dommages tous accidents » de l'assurance-auto.

Pour les dégâts dus aux inondations, les personnes dont l'habitation, ou le commerce, a été inondé ne sont remboursées que si un arrêté interministériel reconnaissant les catastrophes naturelles est publié au *Journal officiel*. L'assurance « catastrophes naturelles » couvre les dommages aux biens dans les limites et conditions du contrat (multirisques habitation, multirisques commerce, multirisques agricoles).

Ratification à l'ONU

Soixante pays ont signé la convention des droits de l'enfant

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Pour que les bons principes deviennent - peut-être - réalité, il fallait une signature au bas du parchemin. C'est fait. Apposant tour à tour leur paraphe dans la grande salle du Conseil économique et social de l'ONU, une soixantaine de pays-membres ont ratifié, le 26 janvier, la convention sur les droits de l'enfant adoptée à l'unanimité deux mois plus tôt. Ce très bon score (il suffisait de vingt signatures pour qu'elle entre en vigueur) constitue un double succès pour tous ceux qui, depuis plus de dix ans, se sont efforcés, notamment au sein de l'UNICEF et de nombreuses organisations non gouvernementales, de faire avancer la cause de ces 100 millions d'enfants abandonnés par leur famille ou des cinquante millions qui sont exploités au travail, quand ils ne sont pas soumis au commerce de la drogue ou de leur corps.

Au regard de ces chiffres effrayants, qu'il faudrait compléter avec ces 3,5 millions d'enfants qui, chaque année, meurent de faim de par le monde, le fait que plus du tiers des Etats représentés aux Nations unies aient accepté, dès le premier jour de la ratification, de s'engager sur des principes essentiels dans les domaines civil, social, économique et culturel, constitue un facteur d'espoir.

L'autre point positif est que, parmi les pays signataires, figurent de nombreux pays occidentaux, mais aussi quantité de nations en voie de développement parmi lesquelles le Bangladesh, la Côte-d'Ivoire ou le Chili. Si l'URSS a signé le texte et ses cinquante-quatre articles, les Etats-Unis ont

préférent, comme il est de règle dans ce pays, attendre l'avis du Congrès.

On attendait de connaître l'attitude des pays musulmans. Au cours de la discussion sur la convention, certains d'entre eux (Iran, Jordanie...) avaient émis des réserves sur des dispositions qu'ils jugeaient contraires au droit islamique. La plupart ont préféré retarder leur décision, seule l'Algérie ayant opté pour la signature.

La France, elle, avait déposé M^{me} Edwige Avice, son ministre délégué aux affaires étrangères, pour signifier l'importance qu'elle attachait à l'événement. Même s'il s'agit d'un texte de compromis. Quand cent vingt millions d'enfants sont privés de toute scolarité, énoncer que le droit à la vie, à l'égalité, à la liberté de conscience et aux choix d'une religion passe aussi par un minimum d'éducation, devrait conduire quantité de pays à reconsidérer certaines attitudes trop souvent justifiées par la tradition. « C'est quand les droits de la femme progressent que ceux de l'enfant font de même », rappelle M^{me} Avice.

Tout en bénéficiant de lois qui, dans la plupart des cas, sont très supérieures aux dispositions contenues dans la convention, la France devra toutefois procéder à certaines harmonisations à caractère législatif ou réglementaire. Un groupe de travail, présidé par M^{me} Hélène Dorban, secrétaire d'Etat à la famille, a été constitué à cet effet. En attendant, les enfants qui constituent la moitié de la population mondiale auront droit, à l'automne prochain, à leur examen, une manifestation organisée sous l'égide de l'UNICEF. Pour que ce joli texte ne reste pas lettre morte.

SERGE MARTI

ÉDUCATION

Au collège de Creil

La dernière élève récalcitrante renonce au foulard islamique

Au collège Gabriel-Havre de Creil, la dernière adolescente à porter le foulard islamique, Samira S., quinze ans, a décidé, vendredi 26 janvier, de le retirer et de rejoindre ses camarades en classe de quatrième. La direction de l'établissement a annoncé que la jeune fille s'était engagée à « ne plus porter aucun signe ostentatoire d'appartenance politique ou religieuse ». Les textes réglementaires avaient été modifiés au début de l'année. Ils permettent de traduire l'élève devant le conseil de discipline, qui peut prendre des sanctions allant jusqu'à l'expulsion. En décembre déjà, sous la pression de l'ambassade du Maroc, les deux autres élèves qui avaient été à l'origine de « l'affaire du foulard de Creil » les sœurs Leila et Fatima A., avaient renoncé à porter leur voile en classe.

EN BREF

Un policier de Reims inculpé de violences aggravées. - Pour avoir frappé un homme en état d'ivresse, qui a dû subir par la suite l'ablation d'un testicule, un policier de Reims (Marne) a été inculpé cette semaine de violences aggravées. Ce policier - dont l'identité n'a pas été révélée - avait violemment porté un coup de genou au bas-ventre d'un homme d'une trentaine d'années, placé le vendredi 19 janvier dans une salle de dégrisement du commissariat après avoir été interpellé au volant de sa voiture.

Augmentation des agressions dans le métro parisien. - Le nombre de plaintes pour agression enregistrées par la RATP a augmenté de 42,5 % en 1989, passant de 2 196 en 1988 à 3 128. Les agents de la Régie ont eux-mêmes été victimes d'une hausse comparable des agressions (+ 44,5 %) : 307 agressions en 1989, au lieu de 254 en 1988. Enfin, 3 395 vols à la tire ont été enregistrés l'an passé, contre 2 788 en 1988, soit une augmentation de 21,8 %.

Imaginez un monde où toutes les offres d'emplois correspondent à votre vraie valeur.

36 15
I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Le Monde

Nos services commerciaux et nos services de gestion sont désormais installés dans leurs nouveaux locaux.

Immeuble SIRIUS
11, rue Jean-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Téléphone standard
(1) 49-60-30-00

Relations abonnés
(1) 49-60-32-90

Service à domicile
(1) 49-60-34-70

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Telex : 261 311 F MONDSIR



SOCIÉTÉ

Publié dans la revue « Economies et sociétés »

Un article jugé « raciste et révisionniste » suscite des protestations

De la Banque de France à l'université Paris-I en passant par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le monde des économistes est en émoi. La revue *Economies et sociétés*, publiée par l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA) fondé par François Perroux en 1944, publie, dans un numéro hors série sur « La France vassale », un article jugé raciste, antisémite et révisionniste. Son auteur, M. Bernard Notin, est maître de conférences à l'université Lyon-III. Cette publication s'est faite à l'insu des responsables de l'ISMEA et de l'initiative du coordonnateur du numéro, M. Frédéric Poulon, professeur à Bordeaux-I.

Le danger de subversion de notre culture par la culture anglo-saxonne. Parmi les articles de cette partie se trouve justement celui de M. Notin, économiste qui travailla durant quatre ans à Bordeaux avec M. Poulon et qui se présente cette année à l'agitation. Son titre : « Le rôle des médias (sic) dans la vassalisation nationale : omnipotence ou impuissance ? ». Réquisitoire contre l'univers médiatique, ses sophismes, son inculture, voire sa « criminalisation », le propos est émaillé d'exemples concrets. En voici un relevé non exhaustif.

La confusion entre discours et réalité, « exemple de sophisme verbeux » : « Le rôle passe en jugement devant l'histoire. Le thème, historique, des chambres à gaz homicides est très révélateur de ce propos. Les preuves proposées pour démontrer l'existence évoluent au gré des circonstances et des époques, mais s'extraient d'une boîte à malice comprenant trois tiroirs. Tout en bas : la visite des locaux (peu crédibles). Au milieu : l'affirmation des vainqueurs (elles ont existé). En haut : les on-dit (histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui...). Au total on en parle l'existence, et qu'importe la réalité de cette réalité. On reconstruit la fondation de toute tyrannie... »

« Le bazar multiracial »

La « save des droits de l'homme », ou comment « incalquer des façons de penser hostiles à une réflexion sur la spécificité des indigènes et des valeurs européennes ». En promouvant par l'image un Français d'origine-magrébienne, géré par une coterie juvénile. La pagaille des cartes d'identité françaises permet aussi de crier haut et fort que les comportements des allogènes épousent les contours de notre culture. Escarottes, ils dégoûtent les statistiques de la criminalité.

logie non européenne, et le silence recouvre leurs méfaits. L'auteur affirme y voir la « décadence du vrai », avec la caution par les hommes de science « des mauvais coups médiatiques » : « Les pleitudes ahurées par le Nobel's band en villégiature à Paris à l'initiative de l'endorceur juif du président ont manifesté cette dualité : le réel existe, les scientifiques en témoignent. Ils cautionnent un autre réel, fantasmatique : la jaspature humanitaire-carnavalesque. » M. Notin signale également le « mensonge moderne » et le « réseau tribal », en évoquant au passage la franco-magrébinisme, le « bazar multiracial », les « groupes de pression mondialistes ». Possibilité, il garde cependant bon espoir : « Les médias (sic) à leur tour, contribuent au grand lavage des idéologies d'après-guerre. »

Directeur d'*Economies et sociétés*, M. Gérard Destanne de Bernis a découvert cet article après la publication de la revue. Immédiatement, il a convoqué le bureau de l'ISMEA — où siègent notamment M. Jacques Lescaur et Pierre Uri — qui a diffusé un communiqué disant : « sa plus grande émotion » à la lecture d'un article « au contenu raciste, révisionniste et antisémite ».

M. Poulon, poursuit ce texte, responsable de ce numéro, reconnaît que ce texte a été substitué au moment de la publication à celui qui avait été soumis à la direction de l'ISMEA (...). Elle rompt ses relations avec le responsable de ce cahier. Elle demande aux abonnés, en particulier aux bibliothèques, d'effacer cet article des exemplaires qu'ils ont reçus, pendant qu'elle le fait disparaître de ceux qui n'ont pas encore été diffusés.

Prompte réaction, confortée par une pétition lancée par des économistes de la Banque de France, dont M. Poulon ne semble pas comprendre l'enjeu. « C'est une affaire que je regrette profondément, nous a-t-il déclaré. Mais il y a une ques-

tion grave de liberté d'expression. Je ne me dissolviens pas de Bernard Notin, il n'est pas question de l'abandonner. Deux collègues israéliens m'ont dit avoir été offensés par son article. Je leur ai envoyé à chacun une lettre d'excuses. S'il y a offense personnelle, nous sommes prêts, Notin et moi, à présenter des excuses. Mais la liberté d'expression est en cause. »

A nos questions sur des passages précis de l'article, M. Poulon se refuse à répondre : « Je ne me suis jamais prononcé sur le fond des articles. Dans mon séminaire, des conférenciers de tous bords s'expriment sans la moindre censure. »

EDWY PLENEL

EN BREF

Le cardinal Lustiger en Tchétchénie. — L'archevêque de Paris s'est rendu, samedi 27 janvier, près de Prague à Hradec Králové, pour participer à l'introduction de l'évêque du diocèse, Mgr Ottaviani, adjuvant-évêque. Dès 1949, celui-ci avait été ordonné clandestinement évêque par le pape, mais depuis il était en résidence surveillée et interdit de tout déplacement. A la faveur de la libération en Tchétchénie, Jean-Paul II l'a officiellement nommé évêque, le 21 décembre dernier.

Troisième sortie dans l'espace des communications soviétiques. — En orbite depuis cinq mois dans la station soviétique Mir, les cosmonautes Alexandre Viktorovitch et Alexandre Serbiov ont effectué, vendredi 26 janvier, une sortie dans l'espace qui a duré trois heures et deux minutes. Destinée à montrer des appareils de mesures à l'extérieur de la station, cette sortie est leur troisième. Elle sera suivie de deux autres, avant leur retour sur Terre prévu pour février. — [AFP].

COMMUNICATION

Candidat de consensus entre la presse et les pouvoirs publics

M. Claude Moisy élu PDG de l'Agence France-Presse

M. Claude Moisy a été élu vendredi 26 janvier président-directeur général de l'Agence France-Presse (AFP) en remplacement de M. Jean-Louis Guillaud, contraint de résigner à la suite d'un mauvais mandat. M. Moisy a recueilli trois voix sur les quinze du conseil d'administration, les deux représentants du personnel s'abstenant traditionnellement. M. Jacques Vistel, qui était, au terme d'une procédure utilisée pour la première fois dans l'histoire de l'Agence, l'autre candidat retenu par le conseil supérieur de l'AFP (le Monde du 26 janvier), s'était retiré juste avant l'élection. « Nous sommes satisfaits de l'accord suffisant des différentes composantes du conseil d'administration », a-t-il déclaré. M. Moisy, qui a déclaré assumer ses nouvelles tâches « avec une grande fierté mais avec une grande modestie », devra notamment désigner un gestionnaire pour remplacer M. Pierre Jeantet, directeur

général adjoint de l'AFP, qui quitte l'Agence pour devenir directeur général du groupe Eurorépartition.

Les réactions

M^{me} Catherine Tassot, ministre déléguée chargée de la communication, a adressé à M. Moisy un télégramme de félicitations, se réjouissant que « se dégage une candidature réunissant l'approbation de l'ensemble des parties » et que « le conseil ait choisi un homme à même, grâce à sa longue expérience au sein de l'Agence, d'assurer son développement notamment au plan international ».

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, se « réjouit du consensus entre presse et pouvoirs publics et assure M. Moisy de tous ses vœux dans les nouvelles tâches qui l'attendent ».

L'Union syndicale des journalistes français-CFDT souhaite que l'AFP ait « un projet ambitieux qui allie le développement sur le réseau traditionnel de l'information et la recherche de marchés nouveaux ».

Un « pro »

Ce n'est pas un homme de doute ou de circonvolutions. Direct, rapide, tranchant, par fois même cassant, Claude Moisy est un fonceur dont la pensée crispée au rythme des téléscripteurs. Ce Normand de soixante-deux ans, qui a fait la plus grande partie de sa carrière à l'étranger, symbolise très bien une agence de presse internationale, chargée à tout instant de rapporter les événements de la planète sans se perdre en vaines digressions.

Avec son physique un peu sportif, on l'imagine volontiers en officier de marine, méditer qu'il était à l'âge de vingt ans. Les circonstances l'ont conduit à Ouest-France où son père, était lui-même journaliste. Après six années dans ce quotidien, Claude Moisy passera de l'autre côté de la barrière pour devenir attaché de presse à la Résidence générale de France à Rabat. Brève escapade qui lui permettra d'entrer au bureau marocain de l'AFP, en janvier 1957, au moment même où cette agence sera dénationalisée.

A ceux qui le jugent un peu trop anglo-saxon, pas assez tourné vers le tiers-monde, le successeur de Jean-Louis Guillaud rappelle qu'il a été en poste en Inde, en Thaïlande et en Birmanie, et qu'il s'est passionné pour chacun de ces pays. Passionné à sa manière, probablement : avec la distance, le scepticisme et le regard un peu amusé d'un journaliste à qui on aurait bien en peine d'écouter une quelconque diatribe politique.

Aux Amériques

Début 1977, Claude Moisy dirige le bureau de Londres. Il est appelé à Paris par le PDG de l'époque, Claude Roussel, qui lui confie la direction de l'information. Mais Claude Roussel, qui n'a pas les faveurs de l'Elysée, perd son poste au milieu de l'année suivante, et Roger Bouisne le remplace. Le directeur de l'information et le nouveau président ont, semble-t-il, quelque mal à se comprendre. Un conflit avec les syndicats a propulsé de deux embauches les fera réagir différemment : Claude Moisy refuse de transférer et finit par claquer la porte. Il s'installe aux Etats-Unis, où il passera dix ans : d'abord comme directeur du bureau de Washington, démontrant une fois de plus son sens de l'information ; puis comme responsable régional des deux Amériques. A ce nouveau poste, le journaliste s'attache à l'actualité quotidienne — sa vraie passion — pour devenir le gestionnaire d'une sorte de PME de deux cent cinquante personnes, avec un budget de 12 millions de dollars.

De retour à Paris en 1989, Claude Moisy est conseiller du président de l'AFP, chargé de diverses missions. Mais il ne cache pas son intention de prendre une retraite anticipée pour poursuivre calmement la

réaction d'une biographie de Richard Nixon.

Les circonstances en ont voulu autrement. Après le veto du conseil d'administration, Claude Moisy est un fonceur dont la pensée crispée au rythme des téléscripteurs. Ce Normand de soixante-deux ans, qui a fait la plus grande partie de sa carrière à l'étranger, symbolise très bien une agence de presse internationale, chargée à tout instant de rapporter les événements de la planète sans se perdre en vaines digressions.

Son mandat de trois ans n'étant pas renouvelable — en raison de son âge — le successeur de Jean-Louis Guillaud peut apparaître comme un président de transition. Il n'arrive pas, en tout cas, avec une grande réforme dans la poche : son intention est de poursuivre les projets d'association en cours avec des partenaires extérieurs, « pour créer, dit-il, de nouvelles ressources et assurer davantage la position de l'Agence à l'étranger ». Parmi ces projets figure la création d'un service économique en langue anglaise.

Etant journaliste, le nouveau PDG va devoir s'ajoutier un gestionnaire. Ce sera la première de ses tâches. Dans la foulée, il cherchera à rétablir des relations harmonieuses au sein de son conseil d'administration et à rassurer le personnel sur le fonctionnement et la pérennité de l'entreprise.

« Les conflits résultant de l'ambiguïté du statut de l'AFP ne surviendront qu'exceptionnellement », souligne Claude Moisy. Mais, à chaque fois, c'est une atteinte à l'image de l'Agence. Elle doit s'efforcer de réparer ce dommage en démontrant encore plus son indépendance et son professionnalisme.

Professionnalisme est un mot qu'affectionne le nouveau président de l'AFP et qui, d'ailleurs, le définit parfaitement. Même pour ceux qui se plaignent de son caractère ou lui reprochent de prendre trop de place, Claude Moisy est, avant tout, un « pro ».

ROBERT SOLÉ

Né le 26 juin 1927 à Blainville (Calvados), Claude Moisy fait des études de droit à Caen, avant d'entrer au quotidien *Ouest-France* en 1949. Six ans plus tard, il est attaché de presse à la Résidence de France à Rabat. Entré à l'Agence France-Presse en 1957, il y occupe successivement les postes de correspondant au Maroc, en Birmanie, en Thaïlande (1959-1962) et à Washington (1963-1965), avant de devenir directeur pour l'Asie du Sud-Est à New-Delhi (1965-1968). Il retourne aux Etats-Unis en 1968 pour y occuper pendant trois ans la fonction de chef de service économique. Il est ensuite directeur des bureaux de Washington (1971-1974) et de Londres (1975-1976). Rappelé à Paris pour être directeur de l'information de l'Agence (1977-1978), Claude Moisy repart une troisième fois aux Etats-Unis pour diriger le bureau de Washington puis le bureau régional des Amériques. Il retourne en 1989 à Paris, à la direction de l'AFP, avec le titre de conseiller de presse. Auteur de deux ouvrages, *la Birmanie* (1964) et *la Thaïlande sous les armes* (1971).

EDUCATION

Au collège de Creil

La dernière élève récalcitrante renonce au foulard islamique

Au collège Gabriel-Hanriot de Creil, la dernière récalcitrante à porter le foulard islamique, Samira S., quinze ans, de la région de la Haute-Normandie, a décidé, vendredi 26 janvier, de le retirer et de rejoindre ses camarades en classe de quatrième. La direction de l'établissement a annoncé que la jeune fille s'était engagée à ne plus porter aucun signe ostentatoire d'appartenance religieuse. Les textes réglementaires avaient été modifiés au début de l'année, ils permettent le port de la tenue de classe, qui peut provenir de sanctions allant jusqu'à l'exclusion. En décembre dernier, sous la pression de l'ambassade du Maroc, les deux autres élèves qui avaient été à l'origine de ce « refus » de l'école de Creil, les sœurs Lila et Fatima A., avaient renoncé à porter leur voile en classe.

EN BREF

La police de Reims localise les violences aggravées. — Pour avoir frappé un homme en état d'ivresse, qui a été submergé par la suite l'abandon d'un véhicule, un policier de Reims (Marne) a été inculpé cette semaine de violences aggravées. Le policier — dont l'identité n'a pu être révélée — avait violemment porté un coup de genou au ventre d'un homme d'une trentaine d'années, placé le vendredi 19 janvier dans une salle de dégrisement du commissariat après avoir été intercepté au volant de sa voiture.

Augmentation des agressions dans le métro parisien. — Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

Le nombre des plaintes pour agressions enregistrées par la RATP a augmenté de 44,5 % en 1989, passe de 2 100 en 1988 à 3 028, le chiffre de 1989 est en augmentation de 10,5 % par rapport à 1988. Les agressions ont augmenté l'an passé de 10,5 %, soit une augmentation de 10,5 %.

DÉFENSE

L'Allemagne fédérale continue de participer au développement de l'avion de combat européen

Le secrétaire d'Etat ouest-allemand à la défense, M. Willy Wimmer, a déclaré, jeudi 26 janvier, au Bundestag, que l'Allemagne fédérale entend continuer à coopérer à la phase de développement de l'avion de combat EFA (European fighter aircraft), aux côtés de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de l'Italie. L'EFA est le rival européen du Rafale français.

Ce programme très coûteux (l'équivalent de plus de 200 milliards de francs, pour huit cents avions dans les quatre pays signataires de l'accord) est, en Allemagne fédérale, l'objet d'une controverse entre les partis politiques ouest-allemands. Un différend oppose, d'autre part, le Royaume-Uni à l'Allemagne fédérale sur le radar de l'avion (le Monde des 23 et 26 janvier).

Au début de cette semaine, les deux pays se seraient entendus sur le choix d'un radar de conception majoritairement britannique (le radar ECR-90 de Ferranti), de préférence à un matériel ouest-allemand qui s'inspire d'un radar américain. Mais l'Allemagne fédérale aurait obtenu, en contrepartie, que le Royaume-Uni prenne à sa charge les dépassements éventuels de dépenses, au-delà de la quote-part initiale ouest-allemande (de l'ordre de 800 millions de deutschemarks) dans le développement du radar ECR 90. Ce compromis, s'il est retenu, serait annoncé la semaine prochaine par le ministre britannique de la défense.

M. Wimmer, qui appartient au parti du chancelier Helmut Kohl partisan du projet, a expliqué au Parlement de Bonn que « le programme progressif de maintien satisfaisant » et que « rien ne motivait un retrait ouest-allemand dans l'actuelle phase de développement ». Le secrétaire d'Etat a néanmoins souligné que les accords signés avec les trois autres partenaires prévoyaient une possibilité de retrait éventuel. Le gouvernement ouest-allemand, a-t-il rappelé, ne s'est pas engagé au-delà de la phase de développement dont il assure 53 % du coût global. Selon certaines estimations de source industrielle, la phase de lancement de la série ne sera pas décidée avant 1991, après que Bonn connaîtra les conclusions des négociations, en cours, à Vienne, sur le démantèlement des forces classiques en Europe.

LA DECENTRALISATION : CAP A L'OUEST LE 30 JANVIER 1990

Dès 1983, les Conseils Régionaux se voyaient confier la compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage.

Depuis, les Régions ont prouvé leur capacité d'innovation en contribuant chaque jour, par la mise en place de formations adaptées aux besoins économiques, à améliorer la compétitivité des entreprises et la situation de l'emploi.

Ainsi, en BRETAGNE, les demandeurs d'emploi peuvent maintenant choisir une formation à la carte grâce au CHEQUE FORCE* (Formation Reclassement Conduisant à l'Emploi) véritable passeport pour un nouvel emploi.

TOUTEFOIS

Pour assumer leurs compétences les Régions ne disposent à ce jour que de 20 % des crédits publics consacrés à la formation professionnelle, l'Etat conservant 80 % des moyens budgétaires.

C'EST POURQUOI

Les Régions ont invité Monsieur Jean-Pierre SOISSON, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle le 30 janvier 1990 à Rennes, dans le cadre de leur comité de coordination.

Ce dialogue positif entre l'Etat et les Régions peut rapidement aboutir à une avancée décisive de la décentralisation.

LES REGIONS Y SONT PRETES ET LE DISENT



RÉGION BRETAGNE
CONSEIL RÉGIONAL

agissez un monde
se les offres d'emploi
correspondent à
votre vraie valeur.

36 15
T M

service téléphonique
de l'emploi des cadres

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

MODE

La guerre des griffes

Vingt-deux maisons de couture viennent de présenter leur collection printemps-été 90
Qui dit « couture » dit sur mesure et prix adaptés

Chez Christian Lacroix, les prix varient de 20 000 F (une blouse, une jupe) à 200 000 F (un soir brodé) et de 30 000 à 270 000 F chez Yves Saint Laurent. Si elle ne concerne que moins de trois mille femmes dans le monde, la haute couture a fait l'objet ces derniers mois de toutes les convoitises financières : l'entrée en Bourse d'Yves Saint Laurent, le rachat de Givenchy par LVMH, l'apparition de nouveaux actionnaires (la Midland Bank chez Lanvin, Alain Chevalier chez Balmain) en sont les exemples les plus significatifs. La nouvelle guerre des griffes a

commencé : les investissements justifient les valeurs sûres, on s'adresse à des signatures confirmées plutôt qu'à des inconnus. La saison dernière, Angelo Tarlazzi faisait son entrée chez Guy Laroche, Gianfranco Ferré prenait son quartier chez Dior, avant que Claude Montana signe avec Léon Bressler, PDG de Lanvin.

Le luxe est à la mode, plusieurs maisons (Versace, Valentino) ont profité du calendrier de la chambre syndicale pour organiser des défilés. En fait, il y a presque autant de

« tendances » que de maisons, chacune ayant décidé, semble-t-il, de renforcer son image locomotive qui fait vendre les parfums, les sacs, les ceintures, etc. Mais les enjeux commerciaux sont tels que la couture se retrouve dans la même situation que le prêt-à-porter : la voici domestiquée par des lois, des pressions qui lui sont étrangères.

Dans les transactions, elle laisse des plumes. Au-delà de la surenchère décorative, le luxe, c'est aussi la liberté d'inventer et de jouer.

LAURENCE BENAÏM

CHANEL

Rester jeune, telle est sans doute l'obsession de Karl Lagerfeld qui crée les collections de Chanel depuis 1983. En sept ans, le tailleur en a vu de toutes les couleurs, des jupes « coupole » aux petites vestes « requimpette ». Cette fois, il s'affine, s'allonge en redingote, en robe à taille de guêpe. Les filles papillonnent, elles portent des combinaisons légères, des mini-jupes « volantes » en mousseline chair, jonquille, rose aurore, qui frémissent le long des collants clairs.

L'exploit technique (230 heures de travail pour une robe du soir courte à traine en mousseline drapée, plissée, parquée) n'aurait pas cette ambiance de boudoir, de caprices qui passent et repassent, l'air de rien, comme ce tulle chair souligné de perles « poids plume » ou ce cardigan en tweed rose stable brodé. Madame Récamier traverse un nuage de poudre, talons bobine et ombrelle pastel, les lignes ondulent à force de décolletés vaporeux, d'étoffes enroulées, de tous les ravissants chichis qui font Paris : chignons perlés, camélias au poignet, énormes bracelets et petits sacs pour ranger houpettes et mouchoirs.

DIOR

En juillet 1989, Gianfranco Ferré, successeur de Marc Bohan, présentait sa première collection Dior haute couture, exercice de style sans fautes d'orthographe dédié au père du *new look*. L'été ne s'écarte pas du bon chemin. Ferré reprend ces fines silhouettes tracées à l'encre noire, épaules menues, tailles pincées, chignons bien tirés, petits nez, petits coqs nets et bien dégagés. Le crêpe noir, la gabardine beige s'étirent en robes boutonnées, en tailleurs à pantalons cigarette ; rien ne dépasse, sinon ces modestes d'organza, ces manches bouffantes, ces écharpes cravatées qui « flat-tent » les dames.

Les modèles s'appellent « Coup d'aile », « Plein vent », « Étude des fées » et, perchés sur des talons verts, les mannequins semblent avoir pris des cours de maintien. Elles font penser aux « parfaites », celles qui ont appris l'anglais en Suisse, aiment Mozart et les impressionnistes. Gianfranco Ferré sait mettre en valeur les bustes, les jambes qu'il découvre ou enveloppe sans vulgarité, avec un sens du détail et des volumes photographiques : les grands soirs déploient d'immenses pans de satin, des étoiles de faille, de taffetas jaunes, dorés, orange brûlé. C'est superbe. Il manque juste l'émotion.

LANVIN

« Je ne ferai pas de petite robe noire pour madame Untel », avait dit Claude Montana. Mercredi soir, les mille quatre cents invités de la maison Lanvin en ont eu le cœur net : fuyant les salons de palace pour un chapiteau de luxe, s'altimbanque, face à l'École militaire, Claude Montana broillait les pistes. Pas de jour, de petit ou de grand soir, mais soixante-trois apparitions coupées pour des moments hors du temps, somptueusement graphiques. Claude Montana part de la veste d'homme, du kimono, du trench, en fait une sculpture : les capuches gonflent en hotte de faille, un col « réveille », se dresse comme la grille d'un château fort, la femme est une citadelle. Claude Montana la voit avec des jupes brodées « canaves », des débardeurs en daim cloutés comme des coffres, et ça ne rigole pas.

Il y a pourtant des moments plus doux, plus tendres, quand la



Modèle d'Yves Saint Laurent

matière devient fluide, jersey de soie, mousseline, qu'elle semble plutôt contente d'être habillée par un corps en chair et en os. Mais le rêve est d'abord une envie d'absolu, une représentation très conceptuelle d'un geste, d'un mouvement : décrire l'air avec un manteau de soie en gazar de soir « ficelle », dire le sable mouillé avec un blouson aux sept cent mille points (Lesage). Ses expériences de laboratoire, Claude Montana les réalise avec d'autres personnalités plus inhabituelles en couture : Philippe Model (soulères), Hervé Van der Straeten, Stephano Poletti (bijoux), Stephen Jones (chapeaux).

GIANNI VERSACE

Quarante-quatre ans, le styliste milanais Gianni Versace accumule les titres et les honneurs : à la tête d'un empire qui représenterait 350 millions de dollars de chiffre d'affaires par an (300 boutiques ouvertes depuis 1978), il a déjà reçu le prix Stanley Neiman Marcus aux États-Unis, la médaille d'or municipale de Milan, l'oscar de la mode de Munich. Son œuvre a fait l'objet de seize expositions dans le monde. Il ne manquait qu'une corde à son arc doré : la couture. C'est donc au Ritz qu'il avait choisi de présenter sa première collection Atelier Versace.

Sur des airs de tangos version disco, les filles défilent, scintillent dans un Paris « teatralmente fatale » : tout droit sorti de la via della Spiga, les voici avec leurs escarpins de python, leurs paupières bleu lagon, moulées dans des bustiers pour en strass et des mini jupes à se rincer l'œil. « Je n'aime pas la demi-mesure », dit Gianni Versace, dont les couleurs vives, parades de satin vert, violet, martèlent le podium comme les spots de la Scala (celle de la rue de Rivoli).

YVES SAINT LAURENT

« C'est une renaissance », dit-il. Les cent dix-neuf modèles ont été réalisés en deux semaines. Le jour

ressemble à un jour qui se lève, les passages blancs ou éclaircis par des blouses ivoire, perle, évoquent les toiles des ateliers de couture, traduction intuitive du dessin par la première : il n'est question que de coupe, de lignes, pantalons, blazers, jupes.

Des classiques Saint Laurent formulés pour 1990. C'est un printemps de Paris, avec ses giboulées gris-bleu, ses élégances marines à boutons de nacre, les arc-en-ciel grolottent : là, un imperméable de faille vert presque fluo, ici un manteau de laine orange. Les couleurs acides, primaires, se disputent les premiers soleils en terrasse.

Le soir se promène, entre chez les nus, les autres avec une audace affectueuse souvent piquante. Il s'agit d'une série d'hommages annoncés à Zizi (la tunisie à paillettes noires), la Callas (la robe à l'espagnole de dentelle de paille rubis et de tulle point d'esprit fuchsia), Catherine Deneuve, Marcel Proust, Jean Cocteau, Silvana Mangano, Louis Jourvet, et bien sûr Dior, chez qui Yves Saint Laurent fit ses débuts en 1958.

Mais comme dit Yves Saint Laurent, « les noms sont venus après ». Il n'embaume pas ses idoles, il les emmène ailleurs, dans des lieux à la fois neufs et familiers, où il cache ses formules magiques, mélanges de poudres, d'exotisme, complexités avec toutes les femmes.

C'est un duffle-coat de gazar noir, un ensemble de sultane ou une robe de sirène, un premier bal en tulle blanc constellé de cristal.

Les souvenirs s'effacent et reviennent, plus précis, comme ces fourreaux de Marilyn ou ce tailleur de tweed noir gansé blanc pour Coco Chanel. Les plus beaux voyages se passent de références : la silhouette s'épure, s'envole. Les robes de crêpe semblent parcourues de frissons, les jupes se drapent en sarong, les écharpes s'enroulent et disparaissent, rattrapées dans le mouvement du tissu qui coule sur la peau.

CHRISTIAN LACROIX

Christian Lacroix avait créé la surprise chez Paton, avec ses mélanges de matières, plumes de coq et princesses-de-Galles, panthère et crinoline de satin, sa sensibilité qui tout d'un coup chatouillait les codes de la couture, pour lui faire tourner la tête. Chaque collection raconte une histoire, les images déchirées, les photos, les tableaux, se rencontrent, se cognent ou s'adorent dans un patchwork sincère. L'été 90 (la sixième saison depuis l'ouverture de la maison Lacroix en juillet 1987) est l'expression de cette liberté-là, ingénue, câline, malicieuse.

Les effets s'estompent en allusions, le plaisir, c'est le jeu, répandre des paillettes comme un marchand de sable, taquiner les roses, du plus pâle au plus « shocking », être là, galant, attentif au moindre battement de cœur. Le premier passage s'offre en toute légèreté : une robe débardeur brodée de plumes sous un trench en faille saumon. Le dernier surprend une mariée bleu ciel, « Goyesca », qui joue de la prunelle sous son fichu noir. Tous les personnages de la comédie sont là, les Ménézies aux dos brodés, les reines provençales en dentelle, les merveilleuses 1990 qui prennent des poses dans un blouson façon Levi's en brocart strassé, ou un trois-quarts tissé de lin et d'or.

Le corps bouge en douceur, chatulé par des robes en georgette à bretelles bijoux, et d'autres, très « princesses », qui se portent avec des sandales nouées, comme à l'époque rêvée des cocktails où l'on sirotait des Very Well et des Singapur Slings.

L. B.

Le luxe, c'est la vie

Sur la place Boieldieu jouaient les Tsiganes, un brasseur lançait des flammes. Sur les murs se projetaient des graphismes qui semblaient représenter des oiseaux en vol. C'était en fait, l'envolée des lettres C et L, le sigle Christian Lacroix. C'était la fête pour le lancement de son premier parfum, « C'est la vie ».

La fête se passait à l'intérieur de la salle Favart, smocking et paillettes à tous les fausts. Et sur scène bien entendu de somptueux costumes à commencer par le huppelande byzantine de Nathalie Stutzmann, ou Mariu Marini déguisés en paon blanc.

Christian Lacroix a souvent dit ce qu'il devait à Alfredo Arias et au groupe TSE. Il a découvert le spectacle Luxe, paraphrase d'une revue de music-hall, en même temps qu'il découvrait Paris. A présent directeur du centre dramatique d'Aubervilliers, Arias n'a rien perdu de son élégance d'esprit, de son humour pervers. Lacroix et lui devaient s'entendre : ils possèdent un goût semblable du jeu, du jeu, de la théâtralité qui s'affirme, des décalages déconcertants.

Le public hétérogène, d'abord déconcerté par l'ouverture de Carmen à deux pianos, a bientôt compris les codes, les a acceptés, a été séduit par le charme doublement latin, par la manière désinvolte de déverser le luxe comme s'il s'agissait du quotidien. Du vrai luxe, qui vaut son prix. Quel prix ? Celui de l'image pour un parfum, premier lien entre le luxe et la rue.

C. G.

MUSIQUE

Saint Christophe Colomb

Le héros de Claudel et de Milhaud accuse les ans malgré la belle mise en scène de Pierre Barrat

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Le Centre dramatique du Languedoc-Roussillon a élu domicile en dehors de la ville, au Théâtre Grammont. C'est un vaste chais en forme de basilique, tout en longueur, avec peu de dégagements. Mais le lieu conserve une atmosphère, un parfum particuliers. C'est là que vient d'être repris le *Livre de Christophe Colomb*, ce qui n'aurait pas été pour déplaire à Paul Claudel, qui parlait de sa « grande vendange de paroles », ni à Darius Milhaud, qui a consacré un ballet à cette fête champêtre de l'homme.

A l'invitation de l'Opéra de Montpellier, l'Atelier du Rhin de Pierre Barrat est venu y installer son dispositif très simple : quelques objets témoins sur le plancher à droite, un trou pour le petit orchestre, une entrée souterraine pour les chœurs, tandis que, derrière le plateau, une galerie métallique, une porte et des murs nus suffisent. Car l'action s'illonne en tous sens les lieux et les temps, elle est partout, en Espagne, à la cour, dans une auberge, sur la mer, au Mexique, par la seule force d'évocation du poète, la musique entraînant de Milhaud et les films sur double écran de Raoul Ruiz qui proposent des images parallèles.

Foin d'autres décors : Pierre Barrat nous convainc une nouvelle fois de la vertu du théâtre qui, avec quelques costumes, de rares accessoires, un fillet de pêcheur pour séparer les scènes, suffit aux plus longs voyages, avec une troupe d'excellents acteurs emmenés par André Bénichou (Christophe Colomb), André Pomarot (l'Explorateur), Philippe Girard (saint Jacques) ou Catherine Gandois (la reine Isabelle).

Si le spectacle retient sans cesse l'attention par sa qualité d'écoute poétique, c'est l'œuvre elle-même qui a bien du mal à passer aujourd'hui. Ce n'est pas la première version, opéra, créée à Berlin en 1930 (1), qu'a reprise Barrat, mais la seconde, théâtrale, avec une abondante musique de scène et des chœurs de Darius Milhaud, présentée par Jean-Louis Barrault au Mai de Bordeaux, puis au Théâtre Marigny, en 1953, sous la direction musicale de Pierre Boulez, avec un grand succès.

Mais on n'accepte plus aujourd'hui aussi facilement la canonisation abusive de Christophe

Colomb (identifié à Rimbaud et à Claudel lui-même !), assimilé par ailleurs à la « colombe » de l'Esprit Saint, avec une mentalité naïvement colonialiste, voire esclavagiste.

En outre, quand on aime le poète, on s'irrite de découvrir ici un affaiblissement de son génie, la multiplication des tics de langage, l'abus des citations bibliques hors contexte et surtout la reprise de maints thèmes, images, situations, procédés du *Soulier de satin*, où ils avaient une tout autre vigueur et nouveauté.

Jolis effets instrumentaux

Milhaud avait composé une partition entièrement nouvelle pour cette reprise du *Livre de Christophe Colomb* en 1953, regrettant amèrement son opéra de 1930. La musique participe pourtant étroitement à l'action par des chœurs, qui, selon Claudel, représentent à la fois l'opinion des contemporains et celle de la postérité, et pour le reste commente chaque épisode ou se contente d'établir une sorte de « continuité » temporelle avec un petit orchestre piquant et prime-sautier, ou parfois d'une gravité très primitive ou populaire.

Pour autant, à la différence de l'opéra de 1930, emprunt parfois d'un grand lyrisme ému, Milhaud ne dépasse guère le niveau d'une agréable musique de scène des années 50, bien loin d'atteindre, par exemple, à l'acuité d'un Stravinski dans *l'Histoire du soldat*. Mais on découvre de jolis effets instrumentaux, en particulier ces belles percussions « exotiques » qui rappellent les musiques plus mystérieuses et entêtantes, de *l'Homme et son désir* dans les années 20.

Les chœurs de l'Opéra de Montpellier s'engagent avec beaucoup de flamme dans ce jeu dramatique, ainsi que l'Ensemble Carme de Milan dirigé avec vivacité et esprit par Luca Piffa.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Elle n'a été jouée en France qu'à l'Opéra de Marseille, en octobre 1984.

► Dernière représentation au Théâtre Grammont dimanche 28 janvier, à 17 heures. Ce spectacle sera repris par l'Atelier du Rhin dans son nouveau théâtre de la Manufacture, à Colmar, du 28 mars au 1^{er} avril.

ARTS

Poons le méconnu

Venne du minimalisme, une peinture aux ressources remarquables et à l'évolution droite et digne

On connaît peu en France l'œuvre de Larry Poons, New-Yorkais né à Tokyo en 1937. Du mouvement auquel on le rattache d'ordinaire, par commodité et habitude de classement, le minimalisme systématique, il est cependant l'un des plus séduisants praticiens.

Son parti pris initial ne différait guère de celui de ses confrères Olitsky, Noland ou Louis et, comme eux, Poons a cherché dans les années 60 à simplifier son art et à n'en conserver que les rudiments, des formes régulières, des couleurs uniformes, des géométries sans variété. Mais il a peu à peu rompu avec ce parti pris.

Des principes un peu violents qu'il appliquait jadis, les œuvres des quinze dernières années que l'on expose aujourd'hui ne conservent que le souvenir. Ignorait-on le passé de leur auteur qu'il serait tentant de le prendre pour un disciple de l'expressionnisme abstrait essentiellement soucieux de diriger écoulements et empilements de la matière picturale en bon héritier de Pollock. De programme, de système, point trace dans ses compositions, rythmées par les verticales de larges et épaisses draperies de couleurs superposées. Certaines, ocres, blanches, brunes, évoquent des parois de cavernes plaquées d'argile granuleuse et parcourues d'infiltrations. Elles sentent la terre

et l'eau quelque Poons se refuse, à l'inverse d'un Tappin, à mélanger des cendres ou du sable aux pigments.

Il en est de plus sériennes, à dominante d'azur teintée de rose et de jaune, où l'œil se laisse aller à reconnaître les traces d'un paysage abstrait libéré de toute contrainte. Poons le sait et use de l'équilibre comme d'un charme supplémentaire.

Pourquoi se priver en effet des ressources de l'allusion figurative et ne pas compliquer un peu le jeu de l'abstraction en perçant la surface de trouées qui suggèrent un espace profond ? Tout cela est adroit, exécuté avec beaucoup de justesse et d'un effet heureux, auquel on ne peut guère reprocher que quelques concessions au décoratif. Mais c'est un médiocre grief, si l'on songe à l'évolution des compagnons d'armes de Poons, qui se sont pour les uns enfermés dans le ressassement d'un vieux modernisme devenu académique et pour les autres abandonnés aux charmes du néobaroque pour halls de banque. Poons, lui, continue à faire de la peinture, et plutôt de la bonne. C'est si rare...

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, jusqu'au 30 janvier.

CINEMA

LA CINEMATHEQUE

SAMEDI

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

MONDAY

TUESDAY

WEDNESDAY

THURSDAY

FRIDAY

SATURDAY

SUNDAY

Le gouvernement et les syndicats espagnols concluent un accord

La CFDT pour une représentation du personnel dans les PME

La FNAC lance 300 millions de francs d'obligations

REPÈRES

Le déficit de la balance des paiements courants britannique a reculé en décembre à 1,12 milliard de livres (environ 11,2 milliards de francs) en chiffres corrigés des variations saisonnières, a annoncé

PÉTROLE
*Livraison
de brut mexicain*

Le Mexique et le Japon vont signer un accord qui prévoit, pour les cinq prochaines années, la livraison de 150 000 barils/jour de brut mexicain au Japon, pour un prix total de 4 milliards de dollars (environ 23 milliards de francs), a annoncé, le 26 janvier, un porte-parole de la compagnie pétrolière nationale Pemex à Mexico. Cet accord remplacera le précédent, au terme duquel le Mexique a livré au Japon, au cours des cinq années passées, 180 000 barils/jour. — (AFP.)

La Générale des eaux dépasse la minorité de blocage dans Fougerolle

La Compagnie générale des eaux a passé le seul de la minorité de blocage (33,3 %) dans le groupe de bâtiment et travaux publics (BTP). Fonguerolle après avoir modifié ses obligations contractuelles, a déposé, le 26 janvier, la convention des Bases financières (SBF). La Générale des eaux détient désormais 34,27 % du capital de Fonguerolle contre 33,2 % précédemment. Fonguerolle fait l'objet d'un projet de RES (rachat par les salariés) qui vient de recevoir le visa de la Commission des opérations de Bourse (COB). Ce projet a fait échouer, pour l'instant, les plans de la Générale des eaux consistant à rapprocher sa filiale

Croissance de 0,5 % au dernier trimestre 1989

L'économie américaine au ralenti

Faible croissance et légère reprise de l'inflation ont marqué la fin de 1989 aux Etats-Unis. M. Michael Boskin, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a qualifié ces résultats de décevants, bien que prévisibles, mais il estime que l'économie devrait redémarrer en milieu d'année.

L'économie américaine a enregistré un taux de croissance de 0,5 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1989, selon les premières estimations publiées vendredi 26 janvier par le département du commerce.

Cette modeste performance, légèrement supérieure aux prévisions des conjoncturistes (0,4 % en moyenne), marque un net ralentis-

EN BREF

La SBF dégagera un bénéfice exploitation en 1990. — La Société des Bourses françaises (SBF) dégagera un bénéfice exploitation en 1990, après avoir atteint l'équilibre en 1989, vient d'indiquer le président de la SBF, M. Régis Rousselet. Il a précisé que ces dépenses de fonctionnement de la SBF nient d'élèver à 650 millions de francs en 1990, ce qui marque une « stabilisation ».

M. Rousselet a aussi indiqué que l'organisme chargé du fonctionnement du marché allait faire en sorte que le coût de traitement des petits ordres diminue en abaissant certains de ses tarifs.

Assurances : Fachat de Farmers —
est une priorité pour AXA. —
Fachat de la compagnie d'assur-
ances américaine Farmers, appar-
tenant au groupe britannique BAT,
est « ma première priorité », a
déclaré, mardi 23 janvier à Chicago,
le président de la compagnie fran-
çaise d'assurances AXA-Midi,
M. Claude Bébéar, lors d'une audi-
tion devant une commission de
l'Etat d'Illinois. Farmers et AXA
forment la quinzième compagnie
d'assurances mondiale, a indiqué
M. Bébéar, soulignant que cette
société sera profitable aux deux
sociétés. — (AFP.)

McDonnell Douglas : chute des bénéfices. — McDonnell Douglas, constructeur aéronautique,

allongée de l'A-320, sur une chaine dont la localisation n'a pas été précisée. En revanche, rien ne devrait être changé au système actuel de construction de l'A-320, dont les ailes sont fabriquées en Grande-Bretagne, le fuselage en RFA, l'empennage en Espagne et le poste de pilotage ainsi que l'équipement informatique en France.

« Une extrême gravité »

M. Helmut Haussmann, ministre ouest-allemand de l'économie, a salué la décision du conseil de surveillance d'Airbus Industrie : « Les partenaires [du consortium] ont effectué un pas important en direction d'une plus grande efficacité économique et prouvé en même temps qu'ils étaient prêts à une plus grande intégration du principal projet industriel européen ».

De son côté, M. Dominique Baudis, maire UDF de Toulouse, estime qu'il s'agit là « d'une décision d'une extrême gravité, qui pourrait avoir des conséquences préoccupantes pour l'industrie aéronautique française ». Il a demandé un entretien au premier ministre pour examiner la situation avec lui, précise-t-on à la mairie de Toulouse.

Rappelons qu'Airbus Industrie est un consortium européen dont le capital est réparti entre MBB (RFA) pour 37,9 %, Aerospatiale (France) pour 37,9 %, British Aerospace pour 20 % et Cesa (Espagne) pour 4,2 %. L'actuelle décision donne en grande partie satisfaction au constructeur allemand, qui revendiquait la création à Hambourg d'une deuxième chaîne de montage des Airbus A-320.

Mais rien n'est remis en cause pour la production actuelle, la décision portant sur la construction des

Les exportations de montres suisses ont progressé de 20 % en 1989

La Suisse a retrouvé sa suprématie dans l'industrie horlogère. Pour 1989, ses exportations de montres se sont accrues de 20 % pour atteindre le chiffre record de 6 milliards de francs suisses, soit 4 milliards de dollars (23,2 milliards de francs).

Selon l'Association des horlogers suisses, la confédération a retrouvé «un dernier sa première place avec 50 % de la production mondiale de montres. Les ventes de montres suisses au Japon, un des plus dangereux concurrents, ont explosé (+ 70 %) pour s'élever à 295 millions de dollars (1,71 milliard de francs). Résultat, en terme de consommation, le Japon s'est hissé

à la cinquième place mondiale au même niveau que la France.

Mais, singulièrement, le plus gros client de la Suisse est toujours Hongkong, dont les achats de montres ont atteint 660 millions de dollars (3,81 milliards de francs). Les Etats-Unis arrivent au deuxième rang (560 millions de dollars, soit 3,24 milliards de francs).

En volume, toutefois, les ventes de montres suisses (42,5 millions de pièces) ont seulement augmenté de 6 %. Le prix moyen des montres suisses à la sortie d'usine s'est élevé à 53 dollars (307 francs) contre 8,70 dollars (50,5 francs) au Japon et 3,33 dollars (19,5 francs) à Hongkong.

TRANSPORTS

Le quasi-monopole d'Air France

L'ensemble des syndicats d'Air Inter (personnels au sol) a appelé les agents de la compagnie aérienne à observer un mouvement de grève le mercredi 31 janvier, de 8 heures à midi. Ils veulent protester contre les conditions du rachat d'UTA par Air France.

Par ailleurs, les associations de défense des utilisateurs des transports aériens des départements d'outre-mer, estimant que la concurrence sera de moins en moins respectée, ont décidé de porter plainte devant la Commission de Bruxelles pour abus de position dominante et constitution de monopole de la part d'Air France.

Toujours sur le même sujet, la CFTD a demandé, le 26 janvier, en référé l'arrêt de la procédure de prise de contrôle d'UTA et d'Air Inter par Air France.

□ **Baisse du nombre des chômeurs indemnisés en décembre.** — A la fin du mois de décembre, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par l'UNEDIC s'élevait à

2239800, soit une hausse de 0,5 % en chiffres bruts et une baisse de 1,2 % en données corrigées par rapport au mois précédent. Sur un an, il recule de 1,8 % en chiffres bruts. Il y avait 336600 préretraités, soit 15,2 % de moins en un an et 185060 chômeurs indemnisés, soit 0,3 % de plus en un an. Ces derniers se répartissent entre 1382100 demandeurs d'emploi indemnisés au titre du régime d'assurance (sans changement), 146000 bénéficiaires d'une allocation spécifique de solidarité servie aux chômeurs après l'indemnité de fin de droits (+4,7 %) et 50600 salariés en formation (+9,7 %).

□ **Légalisation des sociétés mixtes en RDA.** — Le conseil des ministres de RDA, seul pays qui jusqu'à présent ne disposait pas de réglementation sur les sociétés mixtes joint-ventures, a adopté, le jeudi 25 janvier, un décret légalisant ces dernières. Dès la publication du

texte au *Journal officiel*, dans quelques jours, les entreprises occidentales pourront concrétiser des accords de partenariat avec des firmes de RDA. Le gouvernement a tranché la question de savoir si les capitaux étrangers pourraient être

majoritaires dans le capital des sociétés mixtes en indiquant que, en principe, la participation serait limitée à 49 %, mais que des exceptions étaient d'ores et déjà prévues, pour les PME, et lorsque cela servait les intérêts économiques est-allemands.

□ **RECTIFICATIF.** — A la suite d'une erreur de ponctuation, on pouvait croire, dans l'article « *Du marxisme au marché* », (*le Monde*) du 24 janvier, que Sir Allen Walters, le conseiller économique de M^{re} Thatcher, avait fait une tournée triomphale en Europe de l'Est avec l'ancien conseiller de M. Reagan, M. Paul Craig Roberts. Il n'en est rien. M. Walters fait seulement partie d'un groupe d'experts auquel appartient également le prix Nobel d'économie, le Français Maurice Allais, groupe qui prépare un programme économique pour le nouveau gouvernement hongrois.

□ **Précision.** — Dans notre article « **Le rapprochement Rhône-Poulenc-Rorer** » (le Monde du 23 janvier), il convenait de lire : « **Installée à Fort-Washington, à proximité de Philadelphie (Pennsylvanie), la société Rorer a vu le jour en 1910, à l'initiative d'un pharmacien, William H. Rorer. En 1949, son laboratoire a mis au point le Maalox, un remède miracle contre les maux d'estomac.** »

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

AVEC deux mois d'avance, les gibelées de mars ont crû, ces derniers jours, sur les versants du palais Boursier. Avec quelle force ! Les gibelées ont tangué sur la cote et y ont causé de sérieux dommages, qu'une reprise passagère n'a pas réussi à réparer.

Déjà très rafraîchie à la fin de la semaine précédente, la Bourse allait se remettre à gélir dès lundi. L'ouverture avait pourtant été prometteuse (+ 0,10 %). L'arrivée fut le témoin du nouveau malaise (- 0,53 %). Mardi, jour de liquidation générale, la première de l'année, l'état du marché s'aggravait d'entrée de jeu (- 1,61 %). Sans l'intervention des gendarmes (Caisse des dépôts et autres), qui permit de réduire sensiblement l'écart (- 2 % seulement), la journée eût été désastreuse.

Elle fut noire le lendemain avec un nouveau dérapage initial (- 1,19 %), suivi d'une vraie bache (- 3 % vers 15 heures). Pour le premier jour de la liquidation à fin février, quelle volée de bois vert ! Mais le pire fut néanmoins évitée, et, en fin d'après-midi, l'écart était ramené à 1,6 %. Ce qui portait quand même à 3,6 % la glissade ininterrompue des cours depuis le 18 janvier. Jeudi, un timide rayon de soleil traversa la verrière (+ 0,61 %).

Simple embellie, hélas ! Vendredi, la tendance s'alourdissait derechef (- 0,93 %), avant de devenir plus résistante. Le résultat final fut néanmoins négatif (- 0,34 %), si bien que, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC-40 a, pour la quatrième fois consécutive de l'année, reculé de 2,2 %. Quant au mois de janvier, décidément mauvais, il s'est finalement soldé par une baisse de 6 %.

Ce n'est rien de dire qu'une forte odeur de crise s'est répandue sous les lambris. Une fois encore, les éléments se sont curieusement mis de la partie. Dans la nuit du 15 au 16 octobre 1987, juste avant le grand krach, une tornade avait dévasté le sud de l'Angleterre et couché la forêt bretonne. Dans la nuit du 17 au 18 octobre dernier, un déchaînement des éléments accompagnait les secousses boursières mondiales, qualifiées de mini-krach. Cette fois, un ouragan d'une rare violence a traversé l'ouest de l'Europe et fait de nombreuses victimes. Existait-il une corrélation entre les désordres boursiers et le déchaînement des forces naturelles ?

En tout cas, le phénomène de contagion, lui, n'est pas niable. Les malaises de Wall Street ont entraîné par les détroits du Kattegat et, vice versa, ont eu des répercussions sur toutes les grandes places financières européennes. Londres, Francfort, Madrid, Amsterdam,

Bruxelles, Stockholm, Helsinki, Zurich et Milan ont toutes pris une bonne claque le fameux mercredi 24 janvier. Paris ne pouvait pas se désolidariser.

D'autant que les motifs d'inquiétude sont réellement fondés. Au Japon, l'enchérissement du loyer de l'argent perturbe les esprits, non habitués à ce genre de tensions, et des rumeurs, timidement démenties, d'un nouveau relèvement du taux de l'escompte ont circulé. Les incertitudes électorales grandissent à mesure que l'échéance des législatives (18 février) approche. Surtout, la démission de la Chambre basse a fait passer le frisson d'élections anticipées, capables, dit-on, de modifier des rapports politiques immuables depuis quarante-cinq ans.

Douches africaines

Aux Etats-Unis, les milieux financiers ont été véritablement choqués par l'accueil glacé réservé à l'émission de la Resolution Trust Corporation, organisme créé pour renflouer les caisses d'épargne. Cette opération avait valeur de test pour apprécier le niveau d'intérêt des capitaux nippons.

Beaucoup craignent maintenant que les investisseurs japonais ne lâchent les Etats-Unis lors de la prochaine grande opération de refinancement du Trésor américain entre les 6 et 8 février. Le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, a fini d'ajouter un désarroi général en laissant imprudemment tomber en réponse à une question que le rétablissement de la retenu à la source sur les revenus des investisseurs étrangers était une idée intéressante, qui méritait d'être étudiée.

Dans ce contexte de méfiance, le président George Bush a eu beau réaffirmer que « les Etats-Unis restent le pays le plus sûr pour les investisseurs » et que la réduction du déficit budgétaire allait permettre une poursuite de la croissance, il n'a guère été entendu.

Autre facteur très déprimant : la détérioration de la situation dans le Caucase avec l'affrontement des Arméniens et des Arméniens, et l'intervention, soutenue par Washington, de l'armée rouge.

A tort ou à raison, beaucoup ont cru voir dans ces événements les signes annonciateurs de la fin de Mikhail

Giboulées

Semaine du 22 au 26 janvier

Corbache, de sa politique de perestroïka et des espoirs de voir s'ouvrir les fabuleux marchés de l'URSS. Bref, l'actualité a été suffisamment riche en mauvaises nouvelles pour alimenter le pessimisme sur toutes les places financières. A Paris, elle a ramené rue Vivienne pas mal de boursiers qui avaient déserté les lieux depuis la grande réforme.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a tenté sans grand succès de calmer un peu les esprits. « Un des principaux facteurs d'incertitude sur les marchés financiers, a-t-il déclaré, réside dans le déficit budgétaire américain. La situation en Europe de l'Est n'est pas autre. Mais il faut se garder de tout excès de pessimisme et ne pas réagir au jour le jour. » A-t-il été entendu ? Pas beaucoup plus que le président Bush ou le chef de ses conseillers économiques, M. Michael Boskin, qui, à la veille du week-end, déclarait que « l'économie américaine se reprendra à la mi-90 ».

Quels pronostics ? L'on peut à coup sûr parier, avec peu de chances de se tromper, que Paris, comme toutes les autres places financières, va traverser de nouvelles zones de turbulences, au moins tant que l'hypothèque sur la désertion japonaise lors de la prochaine adjudication américaine ne sera pas levée.

L'année sera très agitée. Nul n'est en mesure de prévoir si le maître du Kremlin sortira affaibli ou renforcé de la crise en Azerbaïdjan, si le ralentissement de l'expansion sera plus prononcé que prévu, si les taux baisseront ou non.

Un nouveau krach ? M. Alain Boscher, président de la société de Bourse du même nom, ne « l'imagine pas dans les jours à venir ». Pour lui, l'atmosphère est plus à la baisse qu'à la panique. Tous les financiers recommandent la plus extrême prudence. Le chef du département de stratégie économique à la société de Bourse londonienne Barclays de Zoete Wedd Securities semble, lui, bien appréhender la situation : « Nous avons grandi dans un monde où le riche possédait un compte en Suisse, où l'investisseur faisait dans les valeurs japonaises et où l'opérateur trouvait en Norvège un refuge dans l'or en période d'instabilité politique », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. Et de conclure : « Tout cela est en train de changer... mais les marchés n'ont pas encore découvert la nouvelle échelle des valeurs. » Est-ce un signe ? L'or est remonté en fin de semaine à son plus haut niveau depuis plus d'un an.

ANDRÉ DESSOT

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Moins 4,4 %

La semaine écoulée a été la plus mauvaise que Wall Street ait connue depuis le mini-krach. La Bourse new-yorkaise a lourdement reculé (- 4,4 %) pour retomber à son niveau le plus bas depuis le 17 juillet 1989.

Les raisons de ce plongeon ont été multiples. Mais la première d'entre elles a été le quasi-échec de l'émission lancée par la Resolution Trust Corp. pour remplacer les caisses. Immédiatement la crainte d'une désertion japonaise à la prochaine opération de refinancement du Trésor américain début février s'est propagée dans les milieux financiers. La hausse des taux d'intérêt, les résultats toujours décevants des entreprises pour le quatrième trimestre ont également pesé sur les cours.

Selon de nombreux analystes, la phase descendante qui vient de s'annoncer pourrait ramener le Dow Jones à 2 300. Les plus pessimistes évoquent le spectre d'une nouvelle tourmente.

Indice Dow Jones du 26 janvier : 2 559,23 (contre 2 677,90).

	Cours 19 jan.	Cours 26 jan.
Alcoa	65 3/4	62 1/2
ATI	42 1/8	39
Boeing	68 7/8	57 7/8
Chrysler	31 7/8	29 3/4
Du Pont de Nemours	124	117 3/4
Eastman Kodak	48 1/4	37 1/8
Exxon	48 3/4	46 3/4
Ford	44 3/4	42 3/8
General Electric	64 7/8	62 1/2
General Motors	42 3/8	41 3/4
Goodyear	37 1/2	35 1/2
IBM	98 5/8	96 7/8
ITT	53 1/2	53 3/8
Mobil Oil	59 1/4	58 1/8
Pfizer	70 1/2	67 3/4
Schlumberger	48 3/8	45 1/2
Texasco	56 1/4	56 3/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	165	148 1/2
Union Carbide	22 1/2	22 1/8
USX	35	33 3/8
Westinghouse	73 3/8	71 3/8
Xerox Corp.	56 1/4	53 1/2

(*) Divisé par trois.

LONDRES

Plus résistante

Pour la quatrième semaine consécutive, le London Stock Exchange a baissé. Mais, cette fois, il est apparu plus résistante, regagnant à l'approche du week-end une bonne partie de ses pertes initiales. Selon les professionnels, les investisseurs institutionnels se sont remis à ratifier la cote. Les spéculations sur des OPA et le résultat meilleur que prévu de la balance commerciale ont favorisé des initiatives.

Hausses des mines d'or : Indices FT : 100 valeurs, 2 314,5 (contre 2 333) ; 30 valeurs, 1 851,5 (contre 1 868) ; Fonds d'Etat, 81,64 (contre 81,58) et mines d'or, 379,9 (contre 329,4).

Cours 19 jan. Cours 26 jan.

	Cours 19 jan.	Cours 26 jan.
Bovater	469	449
BP	329	333
Charter	453	452
Courtauld	372	386
De Beers	17,75	18,25
Glass	7,39	7,59
GUS	14,50	14,38
ICI	11,29	10,88
Reckitt	10,43	10,28
Shell	4,58	4,65
Unilever	675	665
Vickers	222	210

(*) En dollars.

FRANCFORT

En dents de scie

La place allemande n'a pas été épargnée par la tourmente, mais, bien que très baillonnée, elle a réussi à se maintenir, et même à se hisser légèrement au-dessus de ses niveaux de la semaine précédente. Fermeté des chimiques.

Indices du 26 janvier : Fermeté des Commerzbank 2 209,20 (contre 2 188,00) ; DAX : 1 794,14 (contre 1 753,56).

Cours 19 jan. Cours 26 jan.

	Cours 19 jan.	Cours 26 jan.
AGF	311	312,50
BASF	290,30	297,50
Bayer	300,50	302,50
Commerzbank	297,50	294
Deutschebank	807	814
Hoechst	282	288,50
Karstadt	666	662
Mannesmann	336	355
Siemens	709,50	726,50
Volkswagen	525,50	534,50

TOKYO

Irrégulier

La Bourse de Tokyo a été le siège d'une semaine de nouvelles et fortes secousses. Malgré tout, elle est parvenue à maintenir la tête hors de l'eau. La hausse des taux d'intérêt, les craintes d'un changement politique aux prochaines législatives et les plongées de Wall Street ont tout de même pesé sur les cours.

Indices du 26 janvier : Nikkei, 36 874,07 (contre 36 836,54) ; Topix, 2 711,15 (contre 2 701,51).

Cours 19 jan. Cours 26 jan.

	Cours 19 jan.	Cours 26 jan.
Akai	910	975
Bridgepoint	1 640	1 600
Canon	1 810	1 850
Fuji Bank	3 250	3 290
Fuji Bank	1 820	1 810
Honda Motors	2 320	2 320
Matsushita Electric	1 080	991
Mitsubishi Heavy	8 600	8 520
Sony Corp.	2 460	2 490
Toyota Motors	2 460	2 490

(*) Du vendredi 19 au jeudi 25 janvier inclus.

Pétroles

	26-1-90	Diff.
BP - France	170	+ 1,50
Elf-Aquitaine	532	- 4
Esso	697	+ 4
Exxon	765	- 8
Petrofina	1 902,10	- 53
Primagaz	565	- 15
Raffinage	187	+ 9
Royal Dutch	415,50	- 7
Shell	1 460	- 4
Total	520	- 27

Produits chimiques

	26-1-90	Diff.
Inst. Mérieux	5 450	- 350
Labo. Boli	2 420	- 45
Roussel Ucl	2 211	- 19
BASF	994	+ 6
Bayer	1 021	- 2
Hoechst	965	+ 9
Imp. Chemie	104	- 2,80
Norsk Hydro	144,30	- 5,80

Bâtiment, travaux publics

	26-1-90	Diff.
Auxil. d'entr.	970	- 67
Bouygues	586	- 25
Cicoma France	1 440	- 85
Dumez	820	- 43
GTM	1 260	- 94
Lafarge	1 685	- 117
Maisons Pénin	347,10	- 37,80
Poliet et Chausson	73,10	- 5,30
SCREG	859	+ 4
SCREB	1 101	- 49
SGE-SB	260	- 2,10

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	26-1-90	Diff.
Bail Equipement	335,10	- 7,50
Banque (Cie)	584	- 18
Cedex	53	- 1
CCF	212,60	+ 0,80
CIF	1 299	- 36
CFI	532	- 3
CFR	483	- 17
Chargeurs SA	1 365	+ 20
Eurofrance	2 350	- 152
Hélin (LA)	614	- 19
Locofrance	491	- 15
Locidun	850	+ 19
Midit	1 335	- 27
Midland Bank	174	- 45
OFI	1 590	- 40
Paribas	665	- 10
Préfin	1 163	- 17
Schneider	880	- 10
Société Générale	215,50	+ 1
Suez (Cie Fin.)	452	- 4
UCB	225	+ 1,90

Mines d'or, diamants

	26-1-90	Diff.
Anglo-American	233	+ 11,70
Barrick	85	- 4
Bull. Gold M.	115,80	+ 9,30
De Beers	103,50	- 0,10
Drief. Cons.	100	+ 6,50
Geopac	21,50	- 1
Harmony	79,95	+ 19,25
Randfontein	600	+ 30
Santo-Helena	33,80	+ 9,30
Western Deep	325	+ 15

Métallurgie

construction mécanique

	26-1-90	Diff.
Alsip	571	- 19
Avions Dassault-B.	630	- 14
De Dietrich	1 000	- 150
FACOM	1 800	- 80
Fives-Lille	445	- 8,50
Marine Wenzel	440	- 18,50
Peugeot	557	- 19
Renault	734	- 5
Sagem	1 465	- 45
Stralor	1 177	- 13
Valéo	735	- 45
Valloire	427	- 18

Alimentation

	26-1-90	Diff.
Béghin-Say	740	- 14
Bongrain	3 090	- 128
BSN	716	- 18
Duravit	3 370	- 135
Casino	191	- 5,20
Eurocarché	4 660	- 140
Guyenne et Gasc.	1 162	- 45
Médoc-Honnesty	1 871	- 179
Nestlé	33 580	- 960
Océid. (Giz)	772	- 26
Olipar	397,50	- 17,50
Pernot-Richard	61	- 61
Promodis	4 400	- 100
St-Louis-Bouchon	1 562	- 38
Source Perrier	1 725	- 49

Filatures, textiles

	26-1-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 593	- 33
BHV	762	- 28
CAFO	686	- 28
Duravit	3 370	- 135
DMC	589	- 42
Galeria Lafayette	1 810	- 92
La Redoute	3 510	+ 30
Nouvelles Galeries	740	- 12
Prinseples	669	- 59
SCOA	43,40	- 0,05

magasins

	26-1-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 593	- 33
BHV	762	- 28
CAFO	686	- 28
Duravit	3 370	- 135
DMC	589	- 42
Galeria Lafayette	1 810	- 92
La Redoute	3 510	+ 30
Nouvelles Galeries	740	- 12
Prinseples	669	- 59
SCOA	43,40	- 0,05

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 janvier 1990
Nombre de contrats : 59 377.

	COURS	ÉCHÉANCES
		Mars 90 Juin 90 Sept. 90 Déc. 90
Premier	101,96	102,26 102,74 103,02
+ haut	102,26	102,74 103,02
+ bas	101,92	102,46 103,02
Dernier	101,96	102,46 103,02
Compensation	101,96	102,46 102,76 103

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	22 janv.	23 janv.	24 janv.	25 janv.	26 janv.
RM	2 837 849	3 550 006	2 945 752	1 899 477	-
Comptant	11 411 806	8 583 555	7 813 238	8 866 239	-
R. et obl.	154 562	4 615 473	1 163 955	281 670	-
Actions	14 424 217	16 749 034	11 922 945	11 047 386	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

	22 janv.	23 janv.	24 janv.	25 janv.	26 janv.
France	96,4	96	94,4	95,1	-
Étrangers	100	99,8	98,4	99,4	-

(base 100, 31 décembre 1981)
Indice gén. : 534,3 | 524,6 | 522,9 | 522,9 | 518,8

(base 1000, 31 décembre 1987)
Indice CAC 40 : 1 915,82 | 1 912,36 | 1 881,73 | 1 893,23 | 1 886,75

M. Blumenthal quitte Unisys

M. Michael Blumenthal, président du numéro trois mondial de l'informatique, Unisys, abandonne ses fonctions opérationnelles dans le groupe dont il est le fondateur, pour se consacrer à la fusion (entre Burroughs et Sperry) qui lui donna le jour, en 1986.

A soixante-quatre ans, il ne conserve plus que ses fonctions de président (chairman), cédant les rênes à son bras droit, M. James A. Unruh (quarante-huit ans). L'ancien secrétaire au Trésor du président Carter entre chez Lazard Frères pour participer aux activités internationales.

Il quitte une entreprise dans une phase difficile : certes, au dernier trimestre, elle a dégagé un bénéfice, mais il est modeste

Le voyage du pape au Sabel

Jean-Paul II met en garde contre « le mythe du progrès économique »

Avant de quitter l'archipel pour se rendre en Guinée-Bissau, samedi 27 janvier, Jean-Paul II a lancé vendredi un appel contre toute forme d'esclavage et de discrimination, au cours d'une messe célébrée à Praia, l'ancien port des esclaves au Cap-Vert. Le pape a été longuement applaudi par vingt mille fidèles rassemblés sur la grande esplanade de « Quebra Canela », au bord de l'océan, sous un ciel exceptionnellement gris. Les dix-huit îles et îlots de l'archipel, déséchés tout le long de l'année par un soleil de plomb, sont considérés comme l'antichambre du Sabel.

Jean-Paul II a évoqué le drame de la sécheresse, qui a contraint à l'émigration six cent mille habitants, plus de 60 % de la population, mais aussi les « cicatrices » que l'héritage de « l'ignoble commerce des esclaves » a laissées dans la culture et dans la mémoire collective du peuple du Cap-Vert.

A cinq mille jeunes rencontrés en fin d'après-midi au palais du sport de Praia, le pape a rappelé que « il y a des chaînes invisibles qui servent l'esprit, tout comme les chaînes matérielles lient le corps ». Auparavant, évoquant les questions de développement dans l'archipel, il s'était félicité de certains résultats tout en recommandant aussi à son auditoire de « ne pas se laisser emporter par le mythe du progrès ».

Vendredi matin, le pape a célébré une messe au stade Fontinha, à Mindelo, capitale culturelle du Cap-Vert. Vingt mille fidèles, venus aussi des îlots voisins à bord de minuscules bateaux de pêche, avec leurs nombreux enfants endimanchés, ont accueilli chaleureusement le visiteur.

Jean-Paul II doit passer la journée de dimanche en Guinée-Bissau, dont la population, évaluée à un million d'habitants, se divise entre 55 % d'animistes, 35 % de musulmans et seulement 6,5 % de catholiques, bien qu'il s'agisse d'une ancienne colonie portugaise.

Le général Prosper Avril a annoncé, vendredi 26 janvier, que l'état de siège imposé samedi dernier serait levé mardi prochain 30 janvier. S'exprimant sur les ondes de la radio-télévision nationale, la seule station transmettant des informations depuis le rétablissement de la censure, le chef du gouvernement militaire haïtien a déclaré que « le mal nécessaire que constitue cette parenthèse d'un état d'exception » pourra disparaître au vu « des résultats positifs déjà obtenus contre les assauts du terrorisme ».

Il a ajouté que le processus démocratique ne serait pas remis en cause. « Dans un climat plus serein », a-t-il dit, la machine électorale avancera plus sereinement.

Le général Avril n'a cependant pas précisé si les personnalités exilées — sept depuis une

PORT-AU-PRINCE de notre envoyé spécial

Le général Prosper Avril a annoncé, vendredi 26 janvier, que l'état de siège imposé samedi dernier serait levé mardi prochain 30 janvier. S'exprimant sur les ondes de la radio-télévision nationale, la seule station transmettant des informations depuis le rétablissement de la censure, le chef du gouvernement militaire haïtien a déclaré que « le mal nécessaire que constitue cette parenthèse d'un état d'exception » pourra disparaître au vu « des résultats positifs déjà obtenus contre les assauts du terrorisme ».

Il a ajouté que le processus démocratique ne serait pas remis en cause. « Dans un climat plus serein », a-t-il dit, la machine électorale avancera plus sereinement.

Le général Avril n'a cependant pas précisé si les personnalités exilées — sept depuis une

HAÏTI : alors que la France suspend son aide

Le général Avril confirme la prochaine levée de l'état de siège

Le général Prosper Avril a annoncé, vendredi 26 janvier, que l'état de siège imposé samedi dernier serait levé mardi prochain 30 janvier. S'exprimant sur les ondes de la radio-télévision nationale, la seule station transmettant des informations depuis le rétablissement de la censure, le chef du gouvernement militaire haïtien a déclaré que « le mal nécessaire que constitue cette parenthèse d'un état d'exception » pourra disparaître au vu « des résultats positifs déjà obtenus contre les assauts du terrorisme ».

Il a ajouté que le processus démocratique ne serait pas remis en cause. « Dans un climat plus serein », a-t-il dit, la machine électorale avancera plus sereinement.

Le général Avril n'a cependant pas précisé si les personnalités exilées — sept depuis une

semaine — seraient autorisés à rentrer en Haïti, si les détenus seraient libérés et si la liberté de la presse serait rétablie. Le ton de son discours (il a qualifié ses opposants d'« ennemis du peuple », et d'« anarchistes s'en prenant à l'autorité de l'Etat ») laisse cependant planer de sérieux doutes quant à sa volonté de créer un climat propice à l'organisation d'élections démocratiques.

Dispersés dans la clandestinité, l'œil en prison, les responsables de l'opposition envisageaient vendredi de riposter par un mot d'ordre de grève générale à la violente répression qui s'est abattue sur le pays depuis une semaine.

Dans ce contexte, le gouvernement français a fait savoir vendredi qu'il suspendrait son aide budgétaire et tout nouveau programme de coopération avec Haïti « devant l'ampleur des atteintes aux droits de l'homme et l'interruption des libertés publiques ».

L'an dernier, la France, l'un des principaux bailleurs de fonds d'Haïti, avait engagé sous forme de dons, de prêts et de crédits de coopération divers, un total de 232 millions de francs en faveur de la république haïtienne.

La décision, annoncée par un communiqué du ministère des affaires étrangères, ne devrait pas affecter des projets en cours, tels que le repeuplement parcin, la lutte contre le sida ou l'adduction d'eau à Port-au-Prince.

La CEE, dont l'aide à Haïti doit considérablement augmenter à la suite de l'adhésion de ce pays à la convention de Lomé, en décembre dernier, a aussi condamné avec fermeté les mesures d'exception adoptées par le gouvernement militaire.

JEAN-MICHEL CAROTT

Le sort de la minorité grecque en Albanie

Refroidissement persistant entre Athènes et Tirana

ATHÈNES

de notre correspondant

Plusieurs dizaines de manifestants, criant « assassin », ont lancé des œufs sur la voiture du secrétaire d'Etat albanais aux affaires étrangères, M. Sokrat Plaka, qui achevait vendredi 26 janvier, une visite de quarante-huit heures en Grèce, les entretiens ont porté sur le développement des relations gréco-albanaises dans les domaines économique et commercial, mais aussi sur le sort de la minorité grecque en Albanie.

(400 000 membres selon les Grecs, 60 000 selon M. Plaka) à laquelle appartenait la plupart des manifestants vendredi. Cette question est à l'origine d'un net refroidissement dans les relations entre Athènes et Tirana.

« La clé de l'amélioration des relations entre l'Albanie et la Grèce se trouve à Tirana et non à Athènes », a souligné le ministre grec des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, après un entretien avec M. Plaka.

Le chef de la diplomatie hellénique a une fois de plus demandé la liberté de culte en Albanie.

L'archevêque d'Athènes et primat de l'Eglise orthodoxe grecque, Mgr Simeon, avait, peu avant, affirmé que quatre frères albanais d'origine grecque, avaient été torturés et tués après avoir tenté de se réfugier en Grèce. Les autorités albanaises ont diffusé une cassette vidéo présentant les frères Frascos sains et saufs, mais ont refusé jusqu'à présent au chargé d'affaires grec à Tirana de leur rendre visite.

Cette affaire a été la cause de diverses manifestations à Athènes en faveur des éprouvés du nord (le nom donné à la minorité grecque) et de la liberté en Albanie.

« Il y a maintenant une crise politique en Grèce et certains milieux chauvinistes et extrémistes tentent d'utiliser la question de la minorité grecque comme moyen électoral », a déclaré lors de son arrivée en Grèce le ministre albanais.

Tout au long de son séjour, M. Plaka n'a pas manqué de démentir les rumeurs de troubles dans son pays qui sont, a-t-il dit, des « calomnies de Yougoslaves ».

DIDIER KUNZ

A New-York

La chute du Boeing colombien a fait 72 victimes

Le dernier bilan officiel de la catastrophe du Boeing-707 de la compagnie colombienne Avianca qui s'est écrasé le 25 janvier dans la banlieue new-yorkaise (nos dernières éditions), fait état de 72 morts, sur un total de 158 personnes, dont 9 membres d'équipage.

On dénombre également 25 blessés dans un état sérieux ou critique. Parmi ces derniers figurent plusieurs enfants qui devaient être adoptés par des familles américaines, et un homme dans les intestins de qui les chimistes ont découvert quatre préservatifs remplis de cocaïne. Deux des passagers décédés auraient également transporté de la drogue, selon un porte-parole de l'Agence fédérale de lutte contre le trafic de drogue.

L'appareil, en provenance de Bogota (Colombie), avait tenté une première fois d'atterrir à l'aéroport Kennedy, mais avait dû interrompre son approche en raison de mauvaises conditions météorologiques. Les contrôleurs avaient suggéré à l'équipage d'aller se poser sur l'aéroport international Logan à Boston (Massachusetts) mais le pilote avait répondu qu'il n'avait plus assez de carburant et qu'il allait tenter une seconde fois de se poser. Peu après, l'appareil s'écrasait sur la petite ville de Cove-Neck, banlieue résidentielle et peu peuplée.

LYON

de notre bureau régional

« Rhône-Alpes a décidé d'être une région autonome, qui utilise la praxis révolutionnaire », a déclaré, très sérieusement, le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, vendredi 26 janvier, peu après avoir acquis la certitude que son projet de budget pour 1990 serait finalement adopté (le Monde du 24 janvier).

Après trois jours de débats et d'après négociations avec le principal groupe de son opposition, c'est en effet grâce à de sensibles augmentations de crédits en faveur de l'enseignement supérieur et du logement social que le président du conseil régional Rhône-Alpes est parvenu, comme l'an dernier, à amener le groupe socialiste à s'abstenir lors du vote du budget. Les groupes du Front national et du Parti communiste, en revanche, ont voté contre.

Privé de majorité absolue depuis le ralliement à la majorité présidentielle de M. Michel Durieux, ministre de la fonction publique et conseiller régional de la Loire, M. Millon n'avait pas d'autre possibilité que faire passer son budget que de s'attirer les bonnes grâces soit du Front national, soit du Parti socialiste.

Dès le début de la session budgétaire, il a choisi ostensiblement

le second, décidé comme lui à accroître de façon significative les moyens d'action de la seconde région française, dont le budget, en augmentation de 24 % par rapport à 1989, atteint cette année 3,5 milliards de francs. Sous la pression du groupe socialiste, la majorité régionale UDF-RPR a ainsi consenti à doubler les crédits en faveur de l'enseignement supérieur. Surtout, elle a accepté de s'engager dans une voie nouvelle : l'aide au logement social.

Accusé par le Front national d'avoir capitulé, M. Charles Millon a d'ailleurs demandé que la politique du logement entre à l'avenir dans le cadre des compétences régionales. « La région doit capter de nouvelles compétences », a-t-il indiqué. Puis, en réponse à une série d'amendements déposés par les amis de M. Le Pen, qui visaient à introduire le critère dit de la « préférence nationale » dans l'aide aux plus démunis, le président du conseil régional a fermement répliqué, sous les applaudissements des élus socialistes : « Je suis favorable à une intégration de tous les exclus, qu'ils soient Français d'origine, Français d'origine immigrée, ou immigrés. Je ne me détermine pas en fonction des élections, mais de mes convictions. »

JEAN-LOUIS SAUX

Le fils de George Bush compromis dans une faillite bancaire

L'Office américain de surveillance de l'épargne (OTS) a annoncé, le 26 janvier, qu'il envisageait de prendre des sanctions administratives contre l'un des quatre fils du président George Bush, Neil, pour son rôle dans la faillite, en 1988, d'un organisme financier dont il était le directeur. Neil Bush, trente-cinq ans, a démenti être à l'origine de toute malversation lorsqu'il était à la tête de l'institution de crédit Silverado de Denver (Colorado). Mais les enquêteurs de l'OTS ont établi que les directeurs de la Silverado accordaient des prêts sans garantie de solvabilité. Ils reprochent, en outre, à l'établissement de crédit d'avoir eu comme partenaires financiers un nombre important de ses propres actionnaires et cadres.

— (Reuters.)

Elections professionnelles

Recul de la CGT aux Chantiers de l'Atlantique

Prévues en décembre dernier, et reportées en raison du conflit social qui agite alors l'entreprise, les élections professionnelles ont eu lieu le 24 janvier aux Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire qui emploient 4 500 salariés. Les résultats, qui ont été connus le 26 janvier, marquent un recul de la CGT. Elle perd le contrôle du comité d'entreprise au profit de la CFDT.

La CGC, qui se présentait pour la première fois, entre en force dans le deuxième collège (techniciens, agents de maîtrise).

Aux élections des délégués du personnel, la CFDT obtient dans le premier collège (ouvriers) 41,5 % des voix et huit sièges contre 37,56 % et sept sièges en 1988, alors que la CGT obtient 42,41 % des voix et huit sièges en 1988. La CGT obtient 16,54 % et trois sièges

(15,52 % et 3 sièges). Dans le deuxième collège, la CFDT rassemble 39,40 % des suffrages (54,94 % en 1988), devant la CGC, avec 27,78 %, la CGT avec 22,53 % (30,16 % en 1988), et FO, avec 10,29 % (15,89 %). Dans le troisième collège, la CGC, seule présente, obtient 100 % des suffrages exprimés.

Aux élections des représentants au comité d'entreprise, les résultats sont les suivants. Dans le premier collège : CFDT, 41,39 % (24,62 % en 1987) ; CGT, 40,97 % (39,58 %) ; FO, 17,64 % (12,35 %). Dans le deuxième collège : CFDT, 41,80 % (32,52 %) ; CGT, 22,63 % (22,37 %) ; CGC, 25,39 % ; FO, 10,18 % (14,97 %). Dans le troisième collège, seule la CGC présentait un candidat qui a été élu.

Par ailleurs, des grévistes parisiens de la BNP, appartenant à la CGT et au comité de grève, ont bloqué vendredi 26 janvier les accès du siège social de la BNP. Après discussion avec la direction, qui a reçu une délégation, les piquets de grève ont été levés.

Enfin, les manifestants de la BNP ont, sans le savoir, fait échouer un braquage qui s'apprêtait à commettre, vendredi après-midi à Marseille, trois individus armés qui, selon la police, se préparaient à attaquer un bar. Entendant un sirène deux tons, les malfaiteurs ont cru à l'arrivée d'une patrouille de police, et ont pris la fuite, abandonnant une arme sur le trottoir. Il s'agissait en fait d'une sirène déclenchée par les grévistes.

Mort de Lewis Mumford

Un philosophe de l'urbanisme

Le sociologue américain Lewis Mumford est mort, vendredi 26 janvier, à son domicile d'Amenia, dans l'Etat de New-York. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Auteur d'une trentaine d'ouvrages sur les rapports de l'homme et du monde moderne, Mumford était considéré comme l'un des meilleurs analystes des phénomènes liés à l'extension rapide de la civilisation urbaine. Dans ses livres, notamment *Technique et civilisation* (Seuil, 1959), *La Cité à travers l'histoire* (Seuil, 1964), *Le Déclin des villes* (France-Empire, 1970), *Le Mythe de la machine* (Fayard, 1973), ainsi que dans l'autobiographie qu'il avait publiée à quatre-vingt-huit ans, *Sketches from life*, qui n'a pas encore été traduite en France, Mumford, esprit encyclopédique, déplore « le détachement et la solitude spirituelle de la cité envahissante ». Mais cette dissociation de l'optimisme technocratique et de la déshumanisation de nos sociétés ne s'accompagne pas chez lui d'un retour sur les valeurs traditionnelles.

Maniant avec dextérité les disciplines les plus diverses, rapprochant biologie et architecture, théorie de l'art et histoire, physique relativiste et réflexion politique, cet autodidacte a influencé par son enseignement, ses livres, les multiples conférences qu'il donnait dans les principaux instituts mondiaux d'architecture et de planification urbaine la réflexion de plusieurs générations de bâtisseurs de villes.

Services

Abonnements 2
Carnet 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Radio-Télévision 12
Spectacles 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier a été tiré à 536 941 exemplaires

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a trente ans, les barricades d'Alger ... 2

ETRANGER

La liquidation du POUF
Les communistes polonais veulent créer un nouveau parti ... 3

La crise politique en RDA

L'opposition exige que le gouvernement d'union nationale soit indépendant des partis ... 3

L'après-Noriega à Panama

La campagne en faveur de l'abolition de l'armée s'amplifie ... 5

POLITIQUE

Un point de vue de Georges Sarre

« La crise du PCF doit aller à son terme » ... 6

La crise au RPR

MM. Pasqua et Séguin se prévalent de la satisfaction des militants ... 6

Livres politiques

Par André Laurens ... 6

SOCIÉTÉ

Ratification de la Convention des droits de l'enfant

Une soixantaine de pays membres de l'ONU ont ratifié la Convention des droits de l'enfant ... 8

Le bilan de l'ouragan

L'ouragan qui s'est abattu sur le nord-ouest de l'Europe a fait une centaine de morts, dont la moitié en Grande-Bretagne ... 8

COMMUNICATION

M. Claude Moisy PDG de l'AFP

Professionnel issu de l'agence, et finalement seul candidat de consensus entre presse et pouvoirs

publics, M. Moisy a été élu PDG de l'Agence France Presse sans opposition ... 9

CULTURE

« Christophe Colomb » à Montpellier

Canalisé par Darius Milhaud et Paul Claudel, le héros se fait vieux, malgré une bonne mise en scène de Pierre Barrat ... 10

Le luxe à la mode

La haute couture ne peut plus ignorer les intérêts commerciaux, les convoitises des financiers. Profitant des présentations de la collection printemps-été 90, chaque « griffe » a renforcé son image, vendu ses parfums ou ses accessoires. Et Yves Saint Laurent a offert une grande page de nostalgie ... 10

ECONOMIE

L'économie américaine au ralenti

L'économie américaine a enregistré un taux de croissance de 0,5 % en rythme annuel au quatrième trimestre de 1989, soit 2,93 % sur l'année contre... 4,4 % en 1988 13

Armistice social en Espagne

Après deux ans de guerre ouverte, le gouvernement et les syndicats espagnols ont conclu un accord social qui efface une partie de leur contentieux passé ... 13

Crédits, changes, grands marchés ... 14-15

Services

Abonnements 2
Carnet 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Radio-Télévision 12
Spectacles 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier a été tiré à 536 941 exemplaires

GLOBE
LES NOUVEAUX
CÉLIBATAIRES
ANALYSE, PORTRAITS,
TEST, FÊTES...

Paris de LUC ROSENZ
01 47 130 04 50
3750747004500